

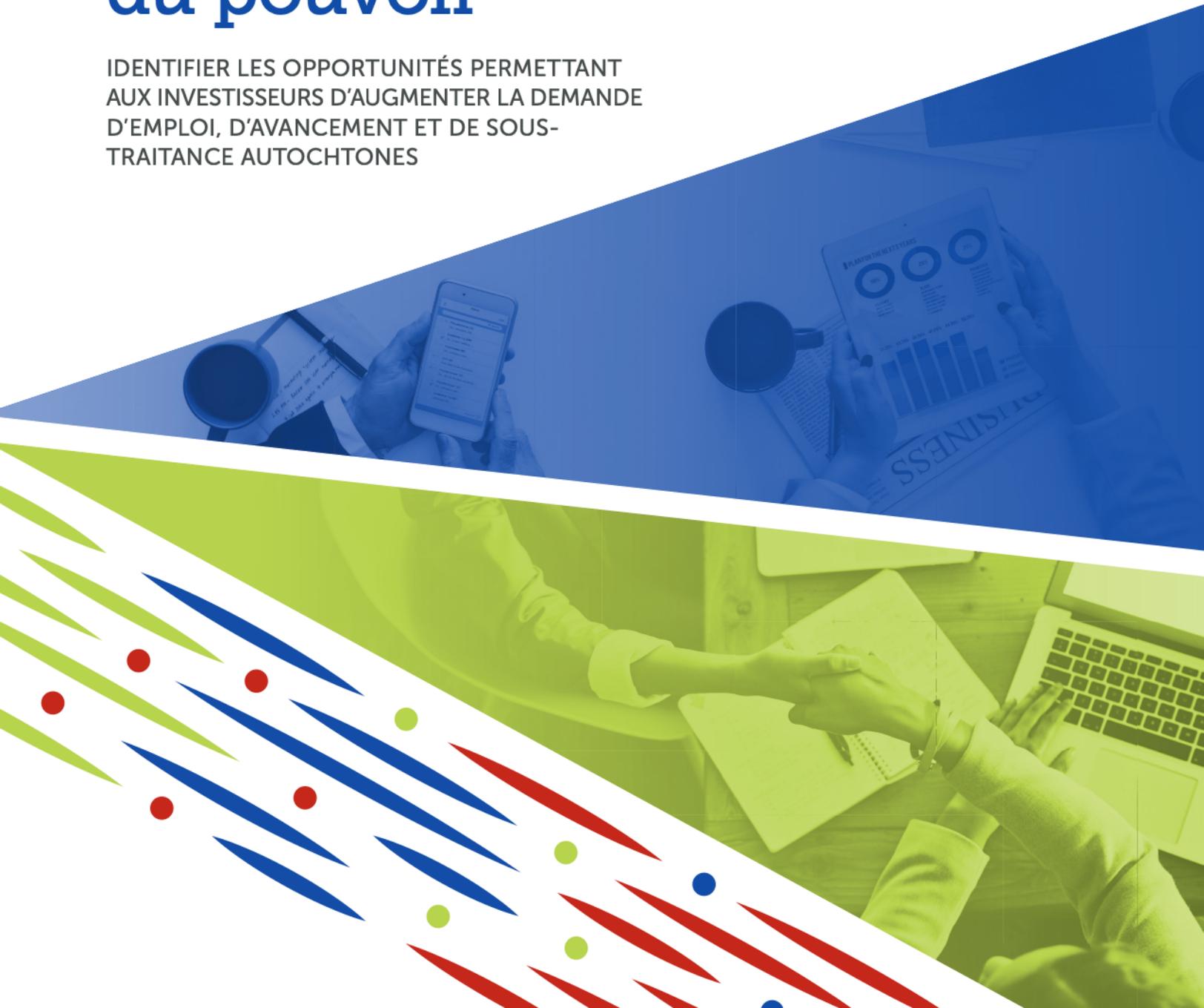
Canadian Council for  
**ABORIGINAL**  
BUSINESS



**SHARE**  
SHAREHOLDER ASSOCIATION  
*for* RESEARCH & EDUCATION

# Déplacement du capital, transfert du pouvoir

IDENTIFIER LES OPPORTUNITÉS PERMETTANT AUX INVESTISSEURS D'AUGMENTER LA DEMANDE D'EMPLOI, D'AVANCEMENT ET DE SOUS-TRAITANCE AUTOCHTONES



Le présent rapport a été réalisé par le Conseil canadien pour le commerce autochtone (CCCA) et l'Association des actionnaires pour la recherche & l'éducation (SHARE).

**Rapport final :**

Programme d'apprentissage, d'alphabétisation et d'acquisition des compétences essentielles pour les adultes, Emploi et Développement social Canada #1513806

**Auteurs :**

Rachel Forbes, Samantha Morton, Shannon Rohan

Revue documentaire : Brittany Stares

Rédaction et revue : Kevin Thomas, Max Skudra

Date de publication : Avril 2019

Cette recherche a été financée par le Programme d'apprentissage, d'alphabétisation et d'acquisition des compétences essentielles pour les adultes, Emploi et Développement social Canada (EDSC), un ministère du gouvernement fédéral du Canada.

**À PROPOS DU CCCA**

Le Conseil canadien pour le commerce autochtone (CCCA) est un organisme de bienfaisance national à but non lucratif, dirigé par des autochtones, qui a pour mission de promouvoir des relations commerciales durables entre les Premières Nations, les Inuits et les Métis, et le gouvernement et les entreprises canadiennes. Dans ce but, le CCCA organise des événements fréquents et organise des programmes tout au long de l'année afin d'informer, d'équiper et de mettre nos membres en contact avec plus de 700 entreprises partout au Canada. En plus des programmes et des événements, le CCCA mène des recherches sur les entreprises privées et les sociétés de développement économique communautaires autochtones depuis 2010.

**À PROPOS DE SHARE**

L'Association des actionnaires pour la recherche et l'éducation (SHARE) est un organisme national à but non lucratif voué à mobiliser le leadership des investisseurs pour une économie durable, inclusive et productive. Depuis sa création en 2000, SHARE vise cet objectif en soutenant le leadership responsable des investisseurs institutionnels et en construisant un réseau d'investisseurs partageant notre vision. Aujourd'hui, le réseau d'investisseurs de SHARE comprend plus de 100 organisations, dont des fondations, des universités, des caisses de retraite, des investisseurs confessionnels et des syndicats représentant 22 milliards \$ d'actifs sous gestion.



Emploi et  
Développement social Canada

Employment and  
Social Development Canada

# Table des matières

RÉSUMÉ	4
INTRODUCTION	7
MÉTHODOLOGIE	9
VUE D'ENSEMBLE DE LA CHAÎNE DE VALEUR DE L'INVESTISSEMENT	11
IDENTIFIER LES OPPORTUNITÉS ET SURMONTER LES OBSTACLES : PRINCIPAUX CONSTATS	15
<b>Les organisations d'investissement en tant qu' employeurs et intervenants économiques clés</b>	<b>18</b>
Défis	18
Occasions	20
<b>Organismes d'investissement en tant qu'actionnaires</b>	<b>23</b>
Défis	23
Opportunités	27
<b>Organismes d'investissement en tant que fournisseurs de capital</b>	<b>31</b>
Défis	31
Opportunités	32
RECOMMANDATIONS	34
ANNEXE 1 : MÉTHODOLOGIE	38
ANNEXE 2 : RÉSUMÉ DE LA REVUE DOCUMENTAIRE	39
ANNEXE 3 : RÉSUMÉ DU SONDAGE	40
ANNEXE 4 : RÉSUMÉ DES GROUPES DE DISCUSSION ET ENTRETIENS	47
ANNEXE 5 : RESSOURCES, Y COMPRIS L'ANNEXE DE LA REVUE DOCUMENTAIRE ET LA LISTE DES RESSOURCES	48



# Résumé

La force de l'économie canadienne repose sur notre capacité à inclure chaque membre de notre population diverse pour que tout le monde puisse être actif et proposer ses talents, ses compétences et ses capacités. La réalisation de cette économie inclusive exige des efforts concertés pour que les groupes historiquement marginalisés, dont les peuples autochtones, aient la possibilité de réussir et de se développer en tant qu'employés, en tant que propriétaires d'entreprises, en tant qu'entrepreneurs et en tant que dirigeants. Par le biais de cette recherche, le CCCA et SHARE ont cherché à identifier les opportunités offertes aux organismes d'investissement leur permettant de contribuer à la réconciliation économique et au développement de la formation, de l'emploi, de la sous-traitance et de l'avancement autochtones, et d'investir directement dans les entreprises autochtones. Selon les recherches précédentes, les entreprises autochtones sont confrontées principalement au manque d'investissements opportuns et de financement.<sup>1</sup>

1 Conseil canadien pour le commerce autochtone. *Promise and Prosperity (2016): Qualitative Research with Aboriginal Businesses in Ontario (Series)*. Voir : <https://www.ccab.com/research/ccab-research-series/promise-and-prosperity/>

Globalement, nous avons constaté que la majorité des participants à cette recherche initiale n'intègrent pas encore explicitement les préoccupations autochtones dans leurs politiques, leur analyse d'investissement ou leur prise de décision pour augmenter l'emploi, l'avancement, la sous-traitance autochtones ou les investissements directs dans les entreprises autochtones.

Nous avons identifié une série d'obstacles qui empêchent actuellement une plus grande intégration de l'emploi autochtone et qui limitent les résultats économiques positifs dans les politiques et les pratiques des organismes d'investissement. Les raisons sont les connaissances limitées sur l'emploi, la formation, l'avancement et la sous-traitance autochtones, le manque de ressources pour soutenir le développement de connaissances dans ce domaine et l'absence de moyens d'investissement (en termes de risque et de taille) dans les entreprises autochtones en particulier.

Lorsque les organismes d'investissement s'efforcent d'aborder l'emploi, l'avancement ou la sous-traitance autochtones, ces efforts sont souvent conduits par des propriétaires d'actifs qui ont fait des engagements explicites à l'échelle de l'organisation pour contribuer à la réconciliation, l'inclusion, la responsabilité sociale et l'investissement éthique. De même, une partie de la croissance de l'investissement direct dans les entreprises autochtones est alimentée par des organismes d'investissement qui ont explicitement pris la décision d'investir dans l'économie autochtone. Nos recherches ont également identifié plusieurs façons dont les intervenants de la chaîne de valeur de l'investissement peuvent demander plus d'emplois autochtones et d'investissements directs dans les entreprises autochtones.

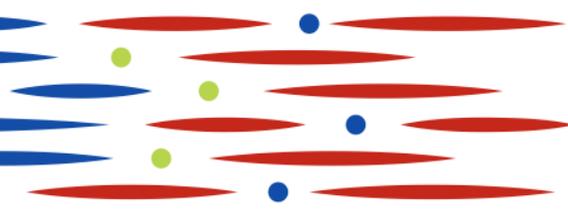
Dans la partie traitant des conclusions clés, nous décrivons nos constats sur la façon de surmonter les obstacles et d'identifier les façons dont les investisseurs peuvent augmenter la demande d'emploi, d'avancement et de sous-traitance autochtones de trois points de vue différents :

1. Les organisations d'investissement en tant qu'employeurs et qu'intervenants économiques clés
2. Les organismes d'investissement en tant qu'actionnaires des grandes sociétés
3. Les organismes d'investissement en tant que fournisseurs de capitaux sur les marchés privés

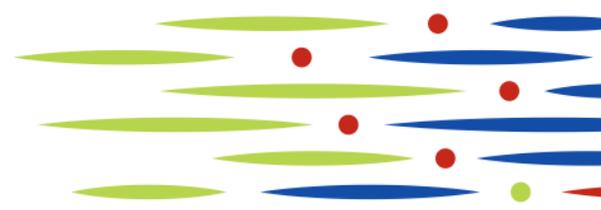
En nous basant sur les recherches citées dans ce document, nous proposons des recommandations pour les intervenants tout au long de la chaîne de valeur de l'investissement institutionnel, et certaines de ces recommandations sont destinées aux propriétaires d'actifs, gestionnaires d'actifs, fournisseurs de données et au Gouvernement du Canada. En plus des recommandations sectorielles, nous recommandons que tous les intervenants de la chaîne de valeur de l'investissement commencent par sensibiliser leurs employés, mettre en œuvre des politiques d'embauche, de recrutement et de diversité aux conseils plus inclusives, et par rédiger des politiques d'approvisionnement qui favorisent la participation des entreprises autochtones. Nos autres recommandations se trouvent dans la dernière partie du présent rapport.

Nous encourageons les entreprises à porter plus d'attention aux domaines que nous avons identifiés afin que les intervenants de la chaîne de valeur de l'investissement puissent commencer à profiter de leur pouvoir pour générer plus de demande d'emploi et d'avancement autochtones et d'investissement direct dans les entreprises autochtones.





# Définitions



**Dans ce rapport, nous utilisons des termes qui méritent d'être définis :**

**La réconciliation économique** comprend la création et la poursuite de partenariats importants et d'opportunités mutuellement bénéfiques fondées sur une approche holistique axée sur les valeurs pour favoriser la prospérité économique à la fois à l'échelle communautaire et nationale. La réconciliation économique inclut la représentation autochtone à chaque étape de la chaîne de valeur de l'investissement et à tous les niveaux des entreprises, des employés de première ligne aux conseils d'administration, et inclut également la représentation des entreprises autochtones dans les chaînes d'approvisionnement de l'économie canadienne.

**L'emploi** comprend, aux fins du présent rapport, les travailleurs contractuels ainsi que les employés et ne fait pas de distinction entre le travail à temps plein ou partiel, à durée déterminée ou indéterminée.

**ESG (environnement, social, gouvernance)** fait référence à trois catégories d'intervenants à prendre en compte pour mesurer la viabilité et l'impact de l'investissement dans une entreprise. Ces critères aident à mieux déterminer la performance financière future des entreprises et à évaluer les différents types de risques auxquels ils peuvent être exposés. Les préoccupations autochtones peuvent s'appliquer à chacune des catégories environnementales (impacts sur les terres et les eaux territoriales), sociales (reconnaissance des droits des Autochtones) et de gouvernance (patrimoine autochtone en tant que critère au conseil d'administration), selon l'entreprise et ses activités.

**Appartenant à des Autochtones** signifie qu'au moins 51 % (la majorité) d'une entreprise appartient à des Autochtones. Ces entreprises peuvent être situées dans ou hors des réserves ou être entièrement virtuelles. Aux fins de la présente recherche, nous n'avons pas évalué si l'entreprise est réellement dirigée (PDG, président) par des Autochtones.

**Les Autochtones/peuples autochtones** comprennent les Premières Nations, les Métis et les Inuits vivant à l'intérieur des frontières du Canada. Aux fins de ce rapport, si les organisations ont un nom, un produit ou un service qui comporte le terme **indigène** ou **aborigène**, ce terme est un synonyme d'*autochtone*.

**La chaîne de valeur de l'investissement** est un moyen de décrire le cheminement du capital investi pour créer de la « valeur » pour les utilisateurs finaux ou les destinataires. Nous avons fourni une carte simplifiée de la chaîne de valeur de l'investissement (figure 2) qui met en évidence les intervenants clés le long de la chaîne qui prennent des décisions sur la façon dont les capitaux circulent sur les marchés et dans l'économie.

**Un projet majeur** se réfère à : un développement important de ressources ou d'énergie; une construction/un réaménagement d'infrastructures; un développement de logements commerciaux, industriels ou multi-unités; ou un projet similaire qui prendra plus d'un an à réaliser et qui exige généralement diverses approbations externes afin d'être autorisé et mis en œuvre.

**L'importance relative** est définie par le Conseil international des normes comptables comme étant une information qui, si elle est omise, mal déclarée ou obscurcie, pourrait raisonnablement influencer les décisions prises par les principaux utilisateurs de ces informations.

# Introduction

La documentation et la recherche existantes sur l'emploi, la formation et l'avancement des Autochtones au Canada ont principalement porté sur le besoin d'investir davantage dans le développement des compétences et l'éducation des peuples autochtones par les gouvernements et les entreprises<sup>2</sup>. À ce jour, moins d'attention a été accordée aux moyens d'améliorer la demande d'emploi, de formation et d'avancement des compétences autochtones.

Pour combler cet écart, l'Association des actionnaires pour la recherche et l'éducation (SHARE) et le Conseil canadien du commerce autochtone (CCCA) ont mené des recherches pour cerner les opportunités et les défis pour les intervenants le long de la chaîne d'investissement au Canada – y compris les propriétaires d'actifs, les gestionnaires d'actifs, les consultants en placements, les agences de notation et d'autres intermédiaires et conseillers – afin d'accroître la demande d'emploi, de formation, de sous-traitance et d'avancement autochtones, ainsi que les investissements directs dans les entreprises autochtones.

Cette recherche s'appuie sur le rapport final de la Commission sur la vérité et la réconciliation et en particulier sur l'appel à l'action (CTA) 92 sur les affaires et la réconciliation, qui demande aux entreprises de veiller à ce que les peuples autochtones aient un accès équitable à l'emploi, à la formation et à l'éducation et que les communautés autochtones profitent du développement économique (voir l'encadré A).

<sup>2</sup> Voir notre revue documentaire complète de cette recherche, réalisée en août 2018. Deux études qui servent d'exemples sont : Conseil national de développement économique des Autochtones. (2017). *Rapport sur comment améliorer l'accès au capital pour les peuples autochtones au Canada*; OCDE. (2018). *Indigenous Employment and Skills Strategies in Canada*. Revue de l'OCDE sur la création d'emplois locaux, Éditions OCDE, Paris. Une exception récente notable est Purpose Capital et SauderS3i. (2018). *Impact Investing in the Indigenous Context: A Scan of the Canadian Marketplace, qui a proposé des recommandations à plusieurs intervenants de la chaîne d'investissement*.

### **Encadré A : Appel à l'Action 92 : Affaires et réconciliation**

Nous appelons les entreprises du Canada à adopter la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones dans le cadre de la réconciliation, et à intégrer ses principes et normes dans les politiques d'entreprise et les activités opérationnelles de base qui touchent les peuples autochtones, leurs terres et leurs ressources. Cela pourrait inclure, sans s'y limiter, les éléments suivants :

- i. S'engager à des consultations importantes, développer des relations respectueuses et obtenir le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones avant de poursuivre des projets de développement économique.
- ii. Veiller à ce que les peuples autochtones aient un accès équitable à l'emploi, à la formation et aux opportunités de formation dans les entreprises, et que les collectivités autochtones puissent profiter des avantages durables à long terme des projets de développement économique.
- iii. Sensibiliser la direction et le personnel sur l'histoire des peuples autochtones, y compris l'histoire et les conséquences des pensionnats, la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, les traités et les droits ancestraux, le droit autochtone et les relations entre les autochtones et la Couronne. Cela nécessitera une formation pratique en matière de compétence interculturelle, de résolution des conflits, de droits humains et d'antiracisme.

# Méthodologie

Cette recherche a été réalisée par le CCCA et inclut une revue documentaire, un questionnaire en ligne rempli par des représentants d'organismes tout au long de la chaîne d'investissement, des entrevues individuelles et trois groupes de discussion en personne. Nous avons également utilisé des recherches précédentes et des discussions en cours que le CCCA et d'autres organismes ont réalisées en partenariat avec les organisations et les entreprises autochtones sur les préoccupations prioritaires concernant la demande d'employés autochtones, l'approvisionnement et les investissements directs dans les entreprises autochtones.

Une revue documentaire a été menée afin de guider nos questions de sondage et de groupe de discussion et de fournir une analyse environnementale de haut niveau des recherches effectuées à ce jour sur le rôle que jouent les organismes d'investissement pour soutenir l'emploi, le développement des compétences et l'avancement des peuples autochtones.

Au total, 32 personnes ont participé au questionnaire en ligne et cinq d'entre eux ont fait des commentaires lors des entrevues individuelles. Le questionnaire n'est pas censé représenter tous les participants aux marchés des capitaux canadiens; son but était plutôt de soulever des questions à poser lors des entrevues individuelles et des groupes de discussion. 24 autres personnes ont participé aux groupes de discussion, dont des gestionnaires d'actifs, des entreprises de conseil en investissement, des fonds de pension, des fondations, des investisseurs confessionnels et des institutions financières autochtones (IFA). Les groupes de discussion ont été conçus et animés en collaboration avec Environics Research.

Veillez consulter les annexes pour voir une méthodologie plus détaillée, dont des questions de sondage, des résultats récapitulatifs de nos groupes de discussion et une liste de ressources et de références. Les résultats de cette recherche initiale sont de nature préliminaire et offrent une base pour la recherche future afin de mieux comprendre comment les intervenants de la chaîne de valeur de l'investissement peuvent soutenir la promotion des peuples autochtones.

**FIGURE 1: Localisations principales des participants à la recherche**



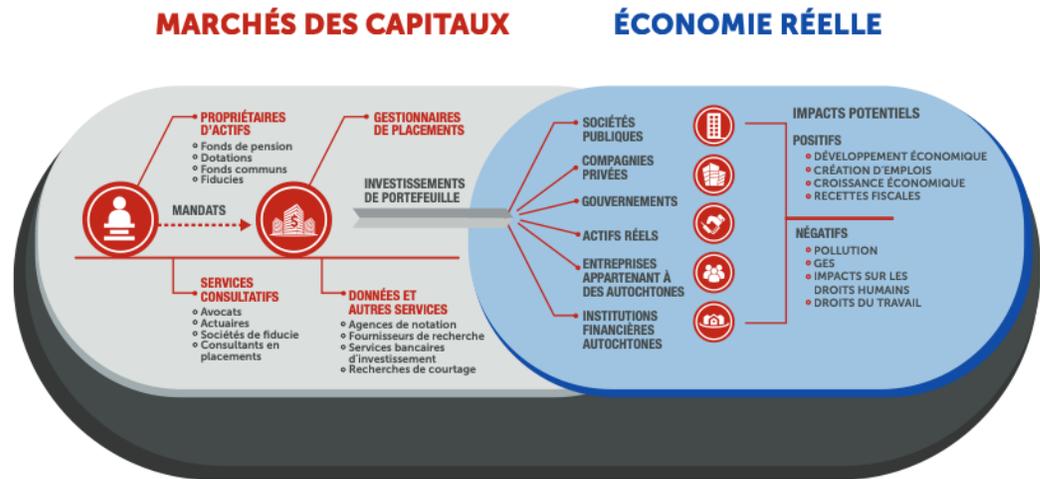
# Vue d'ensemble de la chaîne de valeur de l'investissement

Le système financier du Canada facilite l'échange de fonds entre les épargnants et les emprunteurs à des fins productives. Les marchés des capitaux se réfèrent à la partie du système financier qui lève des capitaux à l'aide d'instruments d'émission tels que les actions, les obligations et d'autres investissements à moyen ou long terme. Le capital recueilli est investi dans l'économie réelle et soutient les activités productives des gouvernements, des sociétés privées et des sociétés publiques. Le capital peut également être investi par le biais d'autres types d'instruments d'émission tels que les investissements de capital-risque dans des entreprises appartenant à des Autochtones, par exemple, ou les dépôts à terme dans les banques ou les IFA.

La figure 2 est une illustration simplifiée de la chaîne de valeur des investissements institutionnels et souligne les principaux intervenants dans cette chaîne, comme les propriétaires d'actifs (p. ex. les fonds de pension et de prestations, les fonds d'assurance, les dotations, les fondations et les fiducies) et les utilisateurs de capitaux (p. ex. les gouvernements et les sociétés publiques ou privées). Les propriétaires d'actifs au Canada sont chargés d'investir l'un des plus grands fonds de capital dans le pays : les fonds de pension détiennent une somme estimée à 1 900 000 000 000 \$ en actifs.<sup>3</sup>

<sup>3</sup> Statistique Canada. (2018). Voir : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/181213/dq181213c-eng.htm>

**FIGURE #2: Intervenants de la chaîne de valeur de l'investissement institutionnel au Canada**



Avec le soutien de consultants en investissement et d'autres services consultatifs, les propriétaires d'actifs donnent des mandats d'investissement et placent le capital chez les gestionnaires de placements qui investissent à leur tour l'argent de leurs clients dans différentes classes d'actifs. Les gestionnaires de placements peuvent investir dans un portefeuille d'actifs pour un propriétaire d'actif particulier, ou créer des fonds collectifs pour un grand groupe de propriétaires, des fonds communs de placement ou des fonds négociés en bourse qui vendent des actifs collectifs à des investisseurs au détail. Les gestionnaires d'actifs se spécialisent parfois dans différents types d'actifs ou de méthodes de placement. Les gestionnaires de capital-investissement, par exemple, se concentrent sur les entreprises privées, généralement avec une durée de placement de sept à dix ans. Certains gestionnaires se spécialisent dans des secteurs qui, selon eux, généreront les rendements les plus élevés. Le capital des propriétaires d'actifs est investi dans tous les secteurs de l'économie canadienne et dans toutes les régions, y compris dans les entreprises et les projets qui touchent directement et indirectement les communautés, les entreprises et les territoires autochtones.

En tant que bénéficiaires de capitaux, les gouvernements et les sociétés investissent dans des activités productives qui fournissent des rendements aux investisseurs et génèrent également des impacts économiques, environnementaux, culturels et sociaux plus larges. Ces impacts peuvent être à la fois positifs et négatifs. Les impacts positifs peuvent inclure la création d'emplois, l'infrastructure publique, la génération de recettes fiscales, les connaissances et l'innovation. Les impacts négatifs potentiels peuvent inclure la production de déchets, la perte de biodiversité, la contamination de l'eau et la violation des droits autochtones et humains. Bien que ces impacts touchent la société et l'économie dans son ensemble, les marchés des capitaux les ont traditionnellement mis de côté à moins d'avoir des conséquences financières directes à court terme.

Les intervenants qui sont des intermédiaires dans la chaîne de valeur de l'investissement, tels que les fournisseurs de services consultatifs et les fournisseurs de services de données, jouent également un rôle crucial pour influencer la répartition des capitaux d'investissement entre les différents utilisateurs de capitaux, pour influencer les informations qui influencent la prise de décisions d'investissement ainsi que les priorités des investisseurs. Ensemble, ces intermédiaires façonnent l'intégration (et l'amplitude) par les propriétaires d'actifs des questions ESG (environnementales, sociales, de gouvernance) dans leurs politiques et pratiques d'investissement. Cela comprend une évaluation des impacts que les activités productives ont sur la société dans l'ensemble, par exemple sur l'emploi, l'environnement et les communautés.

Les sociétés de services financiers comme les banques d'investissement aident à déterminer quels types d'investissement sont mis sur le marché, sous quelle forme et à quel prix. Par exemple, les banques regroupent une variété d'occasions de financement sous forme d'obligations négociables et de placements privés de courtier. Elles préparent aussi des offres d'actions pour des sociétés cherchant des capitaux propres. Les analystes de recherche de vente qui travaillent pour les banques d'investissement apportent des informations aux intervenants du marché sur la valeur perçue des investissements potentiels.

Pour comprendre comment mobiliser des parties de la chaîne d'investissement pour répondre à une grande préoccupation ESG, pensez à la réaction des investisseurs sur la question du changement climatique.

Les propriétaires d'actifs sont au sommet de la chaîne d'investissement et par conséquent jouent un rôle primordial pour définir et identifier les sujets clés qui sont ou devraient être pertinents pour les marchés de capitaux. Par exemple, en s'appuyant sur les données scientifiques sur le changement climatique, de plus en plus de propriétaires d'actifs demandent que des informations relatives aux changements climatiques soient prises en compte lors des prises de décisions en matière d'investissement.<sup>4</sup>

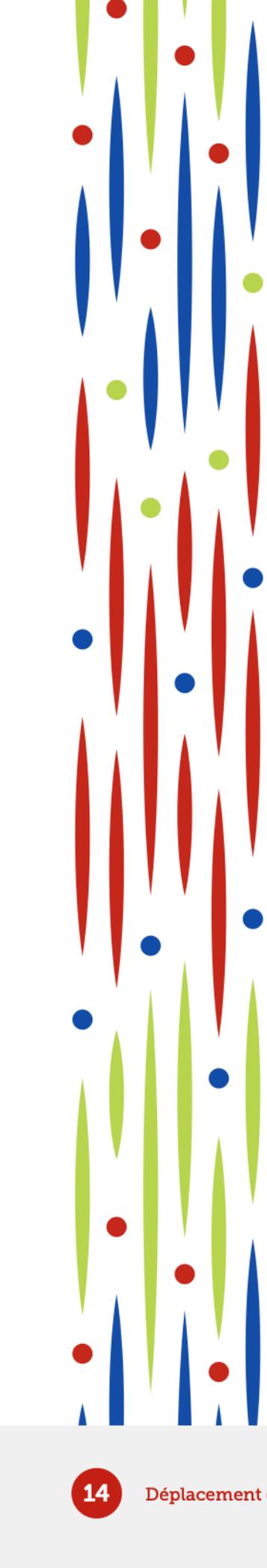
Cette demande a permis aux gestionnaires d'actifs, aux banques, aux chercheurs et à d'autres prestataires de services de faire des innovations clés, dont la création de nouveaux produits d'investissement (par exemple, les obligations vertes, les fonds sans combustibles fossiles), de différents types de données (par exemple les émissions de carbone provenant des exploitations et des chaînes d'approvisionnement de l'entreprise) et les efforts de collaboration des investisseurs émergents (par exemple, les propriétaires d'actifs dans le monde entier s'unissent pour exiger que les entreprises créent et publient des plans de transition climatique).<sup>5</sup>

D'autres intervenants de la chaîne jouent également un rôle clé pour influencer le comportement des investisseurs en matière de changement climatique. Par exemple, un grand cabinet d'avocats canadien, Koskie Minsky LLP, a préparé un document de recherche en 2015 permettant la création d'une base juridique pour que le changement climatique soit pris en compte dans l'obligation fiduciaire des fonds de pension. Ce genre d'analyse juridique est un exemple de la façon dont les avocats peuvent<sup>6</sup> à leur tour influencer la prise en compte de nouvelles

4 P. Krueger, Z. Sautner et L.T. Starks. (2018). *The Importance of Climate Risks for Institutional Investors*. Voir : [http://icpmnetwork.com/wp-content/uploads/2018/12/Philipp-Krueger\\_Climate-Risks-for-Institutional-Investors.pdf](http://icpmnetwork.com/wp-content/uploads/2018/12/Philipp-Krueger_Climate-Risks-for-Institutional-Investors.pdf)

5 Voir par exemple, Climate Action 100 +, une initiative où plus de 320 investisseurs ayant collectivement plus de 33 000 000 000 000 \$ d'actifs sous gestion encouragent les entreprises à améliorer la gouvernance, réduire leurs émissions et améliorer leurs divulgations financières liées au climat. <https://climateaction100.wordpress.com/>

6 M. Gold et A. Scotchmer. (2015). *Climate Change and the Fiduciary Duties of Pension Fund Trustees*. Voir : [https://share.ca/documents/educational\\_resources/2015/Fiduciary\\_duty\\_and\\_climate\\_change.pdf](https://share.ca/documents/educational_resources/2015/Fiduciary_duty_and_climate_change.pdf)



problématiques ESG par les gestionnaires d'actifs. D'autres fournisseurs de services clés ont élaboré des modèles pour prévoir les conséquences du changement climatique futur sur les portefeuilles d'investissement<sup>7</sup>, et les principales organisations de la société civile préparent des portefeuilles d'investissement qui prennent en compte les scénarios de transition climatiques élaborés par le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).<sup>8</sup>

En bout de chaîne, les entreprises répondent aux demandes des investisseurs pour obtenir de meilleures informations et exigences de performance afin de garantir l'inclusion, la continuation et l'arrivée de crédit dans divers indices et produits d'investissement, permettant d'obtenir des résultats climatiques mesurables.

Un autre domaine dans lequel nous voyons les propriétaires d'actifs exprimer leurs attentes sociales et de gouvernance est la diversité des sexes. Par exemple, le groupe d'investisseurs qui s'appelle le Club des 30 % a été formé avec la participation de plusieurs grands fonds de pension du Canada pour montrer qu'ils sont convaincus que les conseils d'administration qui adoptent de véritables politiques en faveur de la diversité des sexes sont plus susceptibles d'obtenir de meilleurs résultats financiers pour les investisseurs. Les membres du Club des 30 % utilisent leurs droits en tant qu'actionnaires pour encourager des changements dans les conseils d'administration et les équipes de haute direction afin d'assurer une plus grande diversité des sexes. D'autres intervenants de la chaîne de valeur de l'investissement répondent à cette demande. Par exemple, les fournisseurs de données développent des produits de recherche à l'aide de données sur la diversité des sexes. Les indices sur la diversité des sexes sont accessibles auprès de divers prestataires de services, dont Bloomberg, Equilar, State Street Global Advisors et FTSE (Financial Times Stock Exchange) pour n'en nommer que quelques-uns.<sup>9</sup> Des gestionnaires présentent des fonds qui mettent l'accent sur la diversité des sexes pour profiter de la valeur de ce marché des investisseurs.

Ce sont des exemples importants de la façon dont les questions ESG peuvent devenir des considérations primordiales pour les intervenants de la chaîne d'investissement. Ces sujets peuvent promouvoir l'emploi, l'avancement et la formation autochtones sur les marchés des capitaux et conseillent les divers intervenants de la chaîne d'investissement sur leur les meilleures façons de faire avancer les questions autochtones.

7 Voir par exemple, *Investing in a Time of Climate Change* de Mercer ici : <https://www.mercer.ca/en/newsroom/institutional-investors-urged-to-act-as-climate-change-poses-impact-on-returns.html>

8 Voir, par exemple, *2-Degrees Investing Initiative* <https://2degrees-investing.org/energy-transition-risk-et-risk-project/>

9 Pour plus d'informations, voir : <https://30percentclub.org/initiatives/investor-group>

# Identifier les opportunités et surmonter les obstacles : principaux constats

La majorité des participants que nous avons interrogés dans le cadre de cette recherche n'intègrent pas explicitement les questions autochtones dans leurs politiques, leurs analyses d'investissement ou leurs prises de décision d'une manière que conduirait à une augmentation de l'emploi, de l'avancement, de la sous-traitance autochtones ou des investissements directs dans les entreprises autochtones.

Nous avons identifié une série d'obstacles qui empêchent actuellement une plus grande intégration de l'emploi autochtone et des politiques et empêchent aussi des pratiques d'investissement qui favorisent ces questions chez les organismes d'investissement, y compris :

- Un manque de connaissances sur les questions d'emploi, de formation, d'avancement et de sous-traitance autochtones;
- Un intérêt faible dans la façon dont les organismes pourraient favoriser l'emploi autochtone;
- Un manque de ressources pour soutenir le développement des connaissances dans ce domaine; et
- Un manque d'instruments d'investissement appropriés (en termes de risque et de taille) dans les entreprises autochtones en particulier.

Lorsque des organismes d'investissement s'efforcent d'aborder l'emploi, l'avancement ou la sous-traitance autochtones, ces efforts sont souvent menés par des propriétaires d'actifs qui se sont explicitement engagés à l'échelle de l'organisation à participer à la réconciliation, à l'inclusion, à la responsabilisation sociale et à l'investissement éthique. Par exemple, notre sondage initial effectué auprès de 32 participants a révélé que les propriétaires d'actifs qui entreprennent des activités socialement responsables étaient plus susceptibles de penser que l'emploi ou la représentation au conseil d'administration des Autochtones est un facteur « plutôt » ou « très » pertinent dans leurs analyses et leur prise de décision en matière d'investissement. Ces propriétaires d'actifs se trouvent dans la catégorie « fondations ou investisseurs confessionnels ». Il est important de noter que même s'il y avait *plus* d'intérêt chez ces répondants, seulement 20 % de ces répondants (tous des fondations) nous ont dit que l'emploi autochtone est un facteur « très pertinent » dans l'analyse des investissements et seulement 10 % ont déclaré que la représentation des autochtones au Conseil d'administration est « très pertinente ».

De même, une partie de la croissance de l'investissement direct dans les entreprises autochtones est alimentée par des organismes d'investissement qui ont explicitement pris la décision d'investir dans l'économie autochtone. Par exemple, nos recherches ont identifié qu'on est en train de créer plusieurs produits et fonds d'investissement et que certains gestionnaires de placements évaluent et les opportunités d'investissement autochtone. Nos groupes de discussion nous ont également parlé de l'élaboration de produits de financement de la dette pour les entreprises autochtones par les institutions financières autochtones (IFA) et les services bancaires autochtones des banques à charte canadienne.

**« Nos investissements actuels représentent 10 % du portefeuille de placements de la fondation. D'ici 2030, j'aimerais que les investissements de la fondation soient beaucoup plus élevés et que les investissements autochtones atteignent les 10 %. » Sondé, représentant d'une fondation caritative**

Nos recherches ont également permis aux intervenants de la chaîne d'investissement d'identifier plusieurs façons de demander une augmentation de l'emploi autochtone et d'investir directement dans les entreprises autochtones.

Ci-dessous nous décrivons nos constats sur la façon de surmonter les obstacles et sur la façon d'identifier les opportunités qui permettraient aux investisseurs d'augmenter la demande d'emploi, l'avancement et la sous-traitance autochtones de trois points de vue différents :

1. Les organisations d'investissement en tant qu'employeurs et intervenants économiques clés;
2. Les organismes d'investissement en tant qu'actionnaires des grandes sociétés;
3. Les organismes d'investissement en tant que fournisseurs de capitaux sur les marchés privés.

Nos recommandations destinées à divers intervenants de la chaîne de valeur de l'investissement sont énumérées à la suite de notre discussion sur les résultats de la recherche.



### **ENCADRÉ B : Reconnaître les causes communes des désavantages sur le marché du travail**

Une grande partie des documents examinés fait un lien entre le chômage autochtone et les faibles taux de rétention d'emploi et les lacunes dans l'éducation, la formation professionnelle et les occasions d'emploi. Cependant, ces recherches reconnaissent un plus grand nombre de facteurs pénalisant les peuples autochtones du Canada sur le marché du travail comme les questions de santé, l'accès aux services de garde d'enfants et le harcèlement et la discrimination dans le milieu du travail.<sup>10</sup> Il n'est pas certain que les efforts mis en œuvre pour faire face à ces facteurs par les intervenants de la chaîne d'investissement (par exemple, des propositions d'actionnaires favorisant l'adoption de politiques de santé et de sécurité au travail ou de politiques de diversité raciale) amélioreront les résultats en matière d'emploi pour les peuples autochtones. Toutefois, cela mérite d'être examiné de plus près.

Les recherches menées sur l'Australie appuient l'idée que de multiples causes pénalisent les Autochtones sur le marché du travail. Dans un article pour Closing the Gap Clearinghouse, Gray, Hunter et Lohoar<sup>11</sup> ont découvert que : 1) les lieux de travail avec des employés autochtones étaient plus susceptibles d'avoir des règles écrites sur le harcèlement racial et un système de résolution des griefs dus au harcèlement que ceux qui n'en ont pas, et 2) les lieux de travail où les PDG perçoivent les travailleurs autochtones comme étant moins qualifiés et ayant des taux d'absentéisme plus élevés que les travailleurs non autochtones, étaient, en moyenne, très peu susceptibles d'avoir développé des politiques de gestion de la diversité et de l'emploi autochtone.

<sup>10</sup> Par exemple, l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC), 2015a, 2015b, a identifié quatre obstacles majeurs à l'emploi des femmes autochtones dans le secteur canadien du développement des ressources. : 1) conflits de travail/vie, 2) milieu de travail non attrayant, dangereux et dominé par les hommes, 3) la peur du sexisme et de la violence au travail; et 4) le manque de soutien au travail, p.ex. la garde des enfants. L'AFAC (2015c) a constaté que le manque d'accès aux moyens de transport et de garderie faisait aussi partie des principaux défis rencontrés par les jeunes autochtones dans le maintien de leur emploi. D'autres problèmes ont été cités comme les préjugés sur le lieu de travail (signalés par près de la moitié des sondés), le manque de mécanismes de soutien au travail pour la santé mentale et la difficulté à gérer le travail au même temps que les devoirs scolaires.

<sup>11</sup> Gray, M., B. Hunter et S. Lohoar. (2012). « Increasing Indigenous employment rates. » Issues Paper No. 3., Closing the Gap Clearinghouse. Voir : <https://aifs.gov.au/publications/increasing-indigenous-employment-rates>

# Les organisations d'investissement en tant qu'employeurs et intervenants économiques clés

Les organismes d'investissement sont des intervenants importants de l'économie canadienne. Selon Statistique Canada, le secteur des finances et des assurances du Canada<sup>12</sup> employaient 828 800 Canadiens en 2018, comparé à 272 300 personnes employées dans le secteur des mines, carrières et pétrole/gaz et 1,7 million personnes employées dans le secteur de la fabrication.<sup>13</sup> En offrant autant d'emplois, ce secteur a le potentiel de créer beaucoup d'emplois pour les peuples autochtones. En reconnaissant le rôle important que les organismes d'investissement jouent en tant qu'employeurs et intervenants économiques clés, nous avons pu examiner les pratiques internes des organismes d'investissement en tant qu'employeurs, souvent en tant qu'organisations régies par un conseil d'administration, et en tant que consommateurs de produits et services.

## Défis

Les organismes d'investissement peuvent accroître la demande d'emploi autochtone par le biais de leurs propres pratiques d'emploi. Toutefois, les organismes d'investissement ont relevé un certain nombre de défis pour promouvoir l'emploi, l'avancement, l'éducation et la sous-traitance autochtones. Dans des discussions de groupe et des sondages, les participants ont exprimé : un manque d'intérêt dans l'emploi des Autochtones; qu'ils ne comprennent pas la pertinence de ce sujet; un manque de conscience que leur organisation a la capacité ou le pouvoir d'influencer les taux d'emploi ou d'avancement des

autochtones; la peur de ne pas aborder ce sujet de la bonne façon; et un manque d'étudiants en finance autochtones et/ou de candidats à des postes du secteur des finances et de l'investissement.

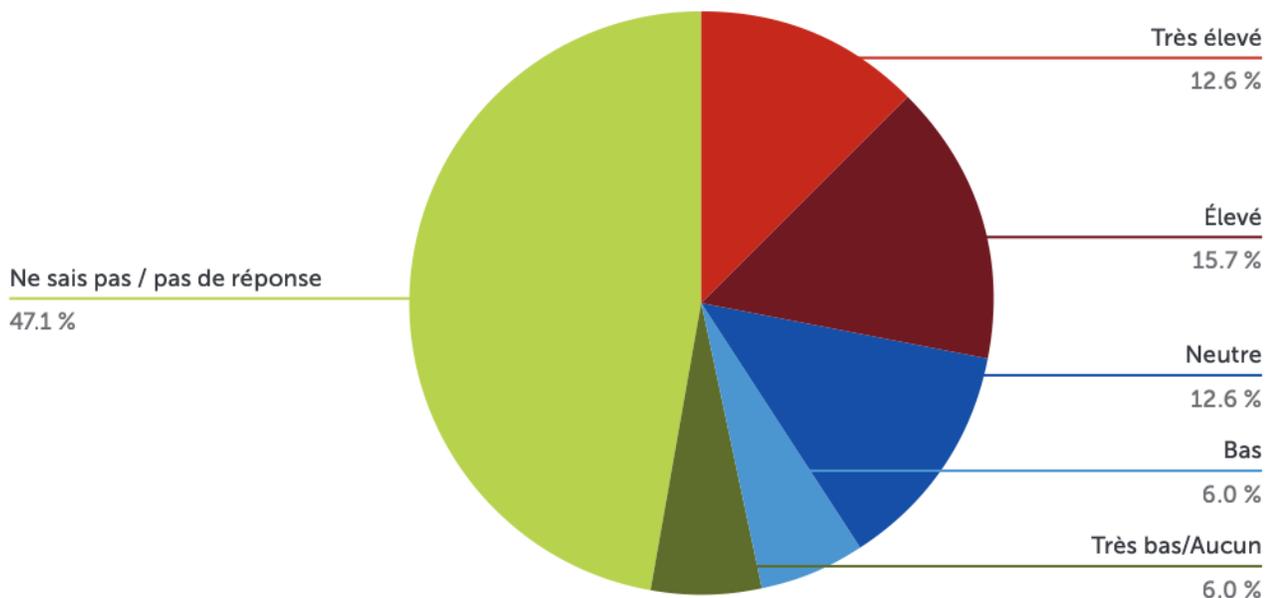
Un tiers (32 %) des répondants à notre sondage initial a déclaré que les peuples autochtones sont mentionnés dans leur organisation en ce qui concerne « l'emploi des peuples autochtones », mais seulement un quart (25 %) a dit qu'ils étaient classés comme de véritables employés ou collègues. En termes d'avancement et d'inclusion dans la gouvernance de l'entreprise, moins de 1 % de nos répondants à l'enquête ont déclaré que les peuples autochtones étaient référencés ou considérés comme des conseillers ou des administrateurs.

Dans l'ensemble, nous avons observé que les entreprises s'intéressent peu à l'amélioration des pratiques et des politiques sur le recrutement, l'emploi, la sous-traitance et l'avancement des Autochtones dans les organisations actives dans la chaîne d'investissement. Bien que le nombre de participants aux groupes de discussion qui veulent faire avancer les politiques ou les pratiques liées à l'emploi autochtone dans leur organisation était légèrement plus élevé que le nombre qui partageait leurs opinions dans notre sondage ou les entrevues individuelles (peut-être en raison de la dynamique du groupe de discussion), seulement 28 % de ceux qui ont répondu au sondage étaient très intéressés par l'avancement des pratiques ou politiques dans leur organisation, et 25 % d'entre eux ont déclaré avoir peu ou pas d'intérêt dans ce sujet. Bien que ceux qui ont répondu au sondage représentent un petit échantillon d'intervenants de la chaîne d'investissement, il est notable que parmi ceux qui ont volontairement choisi de participer au sondage, un quart d'entre eux ont déclaré ne pas ou peu s'intéresser à l'amélioration de leurs pratiques ou politiques.

12 Statistique Canada : Finance et assurances est secteur no. 52 du système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada 2017 Version 3.0. Les sous-secteurs pertinents comprennent 523 : Valeurs mobilières, contrats de marchandises et autres activités d'investissement financier connexes, et 526 : fonds et autres instruments financiers. Voir : [http://www23.statcan.gc.ca/imdb/p3VD\\_f.pl?Function=getVD&TVD=1181553&CVD=1181554&CPV=52&CST=01012017&CLV=1&MLV=5&D=1](http://www23.statcan.gc.ca/imdb/p3VD_f.pl?Function=getVD&TVD=1181553&CVD=1181554&CPV=52&CST=01012017&CLV=1&MLV=5&D=1)

13 Statistique Canada. Tableau 14-10-0023-01 caractéristiques de la main-d'œuvre par industrie, annuelle (x 1 000). Voir : <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/tv.action?pid=1410002301>

**FIGURE 3 : Question de sondage : Laquelle des options suivantes décrit le mieux votre niveau d'intérêt dans l'avancement des pratiques, des politiques et/ou des résultats de votre organisation concernant l'emploi et l'avancement des Autochtones?**



Les résultats d'une étude menée en Amérique du Nord en 2018 par CFA Institute sur les fonds de pension et les gestionnaires de placements institutionnels donnent un contexte précieux à nos recherches. L'étude du CFA Institute a trouvé un niveau élevé d'intérêt pour la création d'une main-d'œuvre diversifiée chez les fonds de pension et les gestionnaires de placements institutionnels interrogés. Plus de la moitié (53 %) d'entre eux considèrent qu'il est financièrement avantageux de promouvoir une main-d'œuvre diversifiée. Toutefois, l'étude a également révélé que de nombreux investisseurs institutionnels ont noté qu'il sera difficile d'atteindre un tel but. « La partie la plus difficile de mon travail est la création d'une main-d'œuvre diversifiée », a déclaré un gestionnaire de placements non identifié d'un fonds de pension public<sup>14</sup> dans le rapport. L'étude s'est portée sur les femmes, la race, le statut LGBTQ, les vétérans et les milléniaux comme indices de la diversité, mais pas sur les peuples autochtones.

Certains participants au groupe de discussion ont noté que leurs organisations hésitaient à s'engager davantage sur ce sujet. Interrogés sur le niveau d'intérêt perçu par leur organisation dans l'avancement des pratiques, politiques ou résultats concernant l'emploi et l'avancement des autochtones, diverses raisons ont été notées pour cette hésitation. Une des préoccupations était qu'une représentation autochtone au conseil d'administration serait vue comme un geste purement symbolique. Une préoccupation similaire était la nécessité de veiller à ce que les décisions relatives à l'embauche, au recrutement et à la promotion reposent sur le mérite et les compétences précises et nécessaires et que l'embauche des autochtones pourrait contrecarrer cela. Certains participants ont noté qu'ils étaient conscients et soucieux du fait que les anciennes relations de leurs secteurs aient causé des dommages aux peuples autochtones. Selon un participant, leur secteur s'est gravement trompé dans le passé sur ces sujets, et par conséquent ils veulent être totalement sûrs qu'ils prennent la bonne décision avant de passer à l'action.

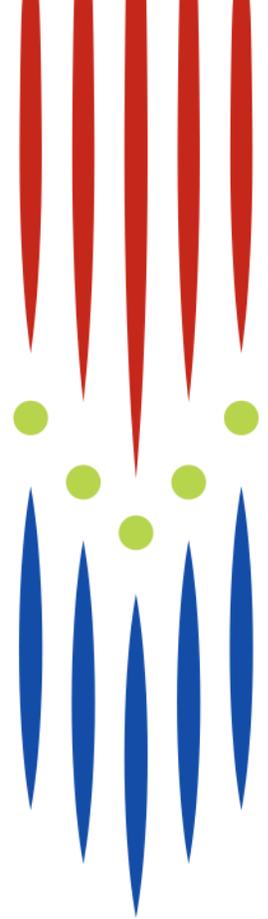
14 CFA Institute. (2018). Voir l'article : <https://www.benefitscanada.com/news/building-a-diverse-workforce-a-major-challenge-in-the-investment-industry-119572>

Les participants ont également observé, de façon anecdotique, un faible niveau de participation des étudiants autochtones aux programmes d'affaires et de financement postsecondaires. Certains ont indiqué qu'en plus des obstacles auxquels les peuples autochtones étaient confrontés lorsqu'ils participaient à ces programmes et qu'ils y accédaient, il y a aussi un manque de mentors pour les jeunes autochtones qui pourraient les guider et leur montrer pourquoi une carrière en finance ou investissements pourrait être satisfaisante ou intéressante à suivre. Lorsque cette question a été abordée, il y a eu un consensus parmi les participants : il faut cultiver l'intérêt pour l'investissement et la finance et créer des occasions d'apprentissage et de mentorat pour les jeunes autochtones à l'école secondaire ou au collège pour être plus efficace. Il convient de noter qu'au cours d'un groupe de discussion, nous avons appris qu'il existait quelques programmes de mentorat et de formation destinés aux nouvelles recrues autochtones dans plusieurs grandes institutions financières, mais il n'était pas clair si ces efforts de mentorat s'étendaient au-delà des nouvelles embauches et s'ils touchaient les élèves postsecondaires ou secondaires.

**« Il faut le voir pour l'être » Participant du groupe de discussion sur l'absence de modèles autochtones travaillant dans la chaîne d'investissement**

## Occasions

Au cours des groupes de discussion, lorsque nous avons demandé à un grand groupe d'intervenants de la chaîne d'investissement, « quelle est la chose la plus importante que votre organisation pourrait faire pour contribuer à des résultats économiques positifs pour les peuples autochtones au Canada? », de nombreux participants ont cité comme première étape le besoin de mieux sensibiliser les employés au sein de leurs propres organisations. Les participants ont également mentionné le besoin d'avoir de meilleures pratiques internes telles que la formation culturelle autochtone pour tous les employés, conformément à l'appel à l'action 92 de la commission de vérité et de réconciliation. On a également parlé de la formation sur les compétences culturelles autochtones pour les administrateurs ou les comités de gouvernance, ainsi que de l'accroissement de la représentation et de l'avancement à ces postes (cadres supérieurs et membres du conseil) pour les peuples autochtones, afin d'assurer la prise en compte de diverses perspectives et connaissances. Les participants ont convenu qu'il serait utile que les jeunes Autochtones voient plus de représentants autochtones à des postes de direction dans les organismes de la chaîne d'investissement afin d'inspirer et de motiver l'éducation ou une carrière dans ce domaine.





Une autre façon importante dont les organismes d'investissement peuvent effectuer des changements est en tant que consommateurs de produits et de services. Bien que les organismes d'investissement dont nous parlons ont souvent compris le pouvoir détenu par les entreprises dans leurs portefeuilles d'investissement sur leurs chaînes d'approvisionnement et leurs pratiques d'achat (voir « Organismes d'investissement en tant qu'actionnaires » ci-dessous), l'idée d'utiliser l'approvisionnement comme levier de changement au sein de leurs propres organisations est un domaine qui, d'après nos discussions, ne semblait pas avoir été exploré par de nombreux organismes d'investissement. L'établissement de lignes directrices sur les achats qui incluent les objectifs d'approvisionnement des entreprises autochtones et l'identification d'entreprises autochtones fournissant des services pertinents est un moyen important et accessible pour les organismes d'investissement de soutenir l'emploi autochtone et obtenir des résultats économiques favorables.

L'approvisionnement autochtone constitue un important moteur de la réconciliation et du développement économique des communautés autochtones en raison des recettes générées par cet approvisionnement pour les entreprises autochtones, ainsi que des relations formées en établissant de tels accords. Pour appuyer les efforts de l'approvisionnement autochtones, le CCCA a mis au point l'Aboriginal Procurement Marketplace (marché de l'approvisionnement autochtone) où

les acheteurs et les vendeurs peuvent se trouver et développer des relations commerciales significatives. Cette plate-forme offre un répertoire à deux sens des entreprises autochtones certifiées qui vendent des produits et des services spécifiques ainsi que des occasions d'approvisionnement affichées par les acheteurs. Le marché est actuellement offert aux entreprises autochtones certifiées et aux champions de l'approvisionnement autochtone en créant un compte ou par invitation seulement.<sup>15</sup>

**« Un partenaire autochtone nous a conseillé d'être plus patients et de ne pas suivre notre modèle de relation ou partenariat habituel et... ça a marché... Cela signifiait aussi que l'organisation autochtone avait la capacité et l'autorité de nous mettre au défi, et notre fondation était prête à l'accepter et à changer nos façons de faire. Cela a conduit non seulement à un investissement dans l'organisation autochtone, mais à beaucoup d'apprentissages institutionnels pour la fondation. » Réflexions d'une fondation sur le fait que les relations efficaces avec les organisations autochtones nécessitent des changements au sein de l'organisation d'investissement elle-même**

<sup>15</sup> Le programme Certified Aboriginal Business (CAB) du CCCA certifie que les entreprises sont détenues et contrôlées à 51 % ou plus par des personnes autochtones, ce qui garantit que l'approvisionnement profite légitimement aux entités détenues par des Autochtones.

### **Encadré C : Politique d'approvisionnement autochtone de l'Australie**

Le gouvernement australien a récemment mis en œuvre une politique d'approvisionnement autochtone (Indigenous Procurement Policy ou IPP). Cette politique s'applique en trois volets pour accroître l'approvisionnement autochtone en établissant des objectifs pour le nombre de contrats; des marchés publics obligatoires pour les contrats s'élevant entre 80 000 \$ et 200 000 \$; et une participation minimum requise dans les contrats d'une valeur de plus de 7,5 millions \$ dans certains secteurs. Depuis le 1er juillet 2015, l'IPP a géré 11 933 marchés attribués à 1 473 entreprises autochtones dont la valeur totale s'élevait à 1 832 milliards \$ de biens et services.<sup>16</sup>

### **Encadré D : Plans d'action pour la réconciliation comme outil pour guider l'augmentation de l'emploi, l'approvisionnement et la sous-traitance**

Dans un document de politique pour le Groupe de travail sur la réconciliation du Canada, Geboe<sup>17</sup> compare les approches envers la réconciliation dans différents pays, notant que l'approche envers la réconciliation de l'Australie accorde une importance relativement élevée à l'emploi autochtone. Tous les paliers de gouvernement, par exemple, ont appuyé l'initiative Close the Gap, dans laquelle l'augmentation de la représentation autochtone dans la main-d'œuvre était l'une des trois priorités.

Le Reconciliation Action Plan (plan d'action sur la réconciliation ou RAP) de l'Australie guide les organisations australiennes dans l'élaboration de plans concrets qui favorisent la réconciliation. En 2018, plus de 1 000 organisations ont créé ou sont en train de créer un RAP incluant un certain nombre de banques nationales et de groupes de services financiers.<sup>18</sup> Conformément à l'approche plus large de l'Australie en matière de réconciliation, l'objectif principal de ces plans est d'accroître les taux d'emploi des peuples autochtones.

Le succès global du programme RAP n'est pas clair. D'une part, Reconciliation Australia explique que le programme fait une « contribution significative et croissante » à la réduction des disparités nationales dans l'emploi, en notant qu'à partir de 2015, les organisations ayant des RAP employaient presque trois fois plus d'Autochtones qu'en 2011.<sup>19</sup> En revanche, en dépit de ces efforts, l'écart du taux d'emploi entre les peuples autochtones et les non-autochtones en Australie n'avait pas diminué dans l'ensemble, et les données récentes indiquaient que cet écart était en fait plus important qu'avant.<sup>20</sup>

16 Gouvernement australien. (2019). Chiffres exacts en date du mois de février 2019. Voir : <https://www.pmc.gov.au/indigenous-affairs/economic-development/indigenous-procurement-policy-ipp>

17 Geboe, B. (2015). *Comparative Approaches to Reconciliation: Canada, United States of America, Australia and New Zealand*. Document de politique pour le Groupe de travail sur la réconciliation. Voir : [https://www.mcgill.ca/isid/files/isid/pb-2015-03\\_0.pdf](https://www.mcgill.ca/isid/files/isid/pb-2015-03_0.pdf)

18 Geboe, B. (2015). *Comparative Approaches to Reconciliation: Canada, United States of America, Australia and New Zealand*. Document de politique pour le Groupe de travail sur la réconciliation. Voir : [https://www.mcgill.ca/isid/files/isid/pb-2015-03\\_0.pdf](https://www.mcgill.ca/isid/files/isid/pb-2015-03_0.pdf)

19 Reconciliation Australia. (2018). *The State of Reconciliation in Australia*. Voir : [https://www.reconciliation.org.au/wp-content/uploads/2018/06/ra\\_stateofreconciliation\\_report\\_a4\\_revised-2018.pdf](https://www.reconciliation.org.au/wp-content/uploads/2018/06/ra_stateofreconciliation_report_a4_revised-2018.pdf)

20 Reconciliation Australia. (2018). *The State of Reconciliation in Australia*. Voir : [https://www.reconciliation.org.au/wp-content/uploads/2018/06/ra\\_stateofreconciliation\\_report\\_a4\\_revised-2018.pdf](https://www.reconciliation.org.au/wp-content/uploads/2018/06/ra_stateofreconciliation_report_a4_revised-2018.pdf)

# Organismes d'investissement en tant qu'actionnaires

Grâce à l'actionnariat, les propriétaires d'actifs ont la capacité de soulever des problèmes auprès des entreprises et d'exercer leurs droits de vote sur les questions soulevées lors des assemblées des actionnaires. Le vote et l'engagement des actionnaires sont deux outils précieux que les actionnaires utilisent pour susciter des inquiétudes auprès des conseils d'administration et de la direction, dont les préoccupations ESG. Certains propriétaires d'actifs réussissent à s'engager et à voter sur des sujets clés eux-mêmes tandis que d'autres délèguent ces responsabilités à leurs gestionnaires d'actifs ou à des fournisseurs de services tiers tels que SHARE.

Les questions les plus courantes que les actionnaires soulèvent auprès de la haute direction se rapportent à la gouvernance d'entreprise, y compris des sujets tels que la composition du conseil, la responsabilisation et la rémunération des dirigeants. Toutefois, les sondages auprès des investisseurs de 2018 à 2019 démontrent que les questions comme la diversité des sexes dans les conseils d'administration<sup>21</sup>, le changement climatique<sup>22</sup> et une meilleure divulgation de la gestion du capital humain<sup>23</sup> sont également prioritaires pour les investisseurs tant au Canada qu'à l'étranger.

## Défis

Des données récentes suggèrent que les préoccupations autochtones ne font pas partie des principales questions que les investisseurs soulèvent chez les entreprises. En ce qui concerne les sociétés publiques canadiennes, seules 15 résolutions d'actionnaires ont été déposées qui traitent des « questions autochtones » au Canada entre 2011 et mars 2019. À des fins de comparaison, 87 propositions d'actionnaires ont été déposées sur l'équité salariale dans les entreprises canadiennes au cours de la même période de sept ans.<sup>24</sup> En octobre 2018, l'Association pour l'investissement responsable (AIR) a publié un rapport sur les tendances de l'investissement responsable au Canada et a constaté que sur 12 répondants qui ont indiqué que leur organisation avait déposé des résolutions d'actionnaires sur les questions ESG au cours de l'année passée, seulement deux ont déposé une proposition concernant les « droits autochtones ».<sup>25</sup> Quand les investisseurs déposent des résolutions sur les questions autochtones, ils ont tendance à se concentrer sur les politiques commerciales et les pratiques de diligence raisonnable liées aux droits des peuples autochtones (et les conséquences sur le profil de risque de l'entreprise) plutôt que sur l'emploi, l'avancement, la formation et l'approvisionnement autochtones.

21 Par exemple, RBC. (2019). Sondage de Gestion mondiale d'actifs de RBC. Voir : <http://www.rbcgam.com/corporate-governance-and-responsible-investment/esg.html>.

22 Par exemple, L'Université de Harvard. (2019). Sondage des investisseurs institutionnels. Voir : <https://corpgov.law.harvard.edu/2019/02/27/2019-institutional-investor-survey/>

23 Par exemple, Morrow Sodali. (2019). Sondage des investisseurs institutionnels. Voir : <https://www.morrow sodali.com/attachments/1549879765-Investor-Survey-2019.pdf>.

24 Voir la base de données consultable des propositions d'actionnaires des entreprises canadiennes : <https://share.ca/services/shareholder-proposal-search/>

25 L'Association pour l'investissement responsable. (2018). *2018 Canadian Responsible Investment Trends Report*, p. 20. Voir : <https://www.riacanada.ca/content/uploads/2018/10/2018-RI-Trends-Report-FINAL-WEB-1.pdf>

En outre, seul un des deux plus importants cabinets consultatifs de vote par procuration (les entreprises qui donnent des recommandations de vote des actionnaires aux investisseurs institutionnels) mentionne les peuples autochtones dans ses lignes directrices relatives au vote. Dans ses lignes directrices destinées aux clients socialement responsables (mais pas ses principales directives) Institutional Shareholder Services (ISS) mentionne les peuples autochtones dans le contexte des impacts communautaires, notant que « certains actionnaires ont demandé aux entreprises de réviser leurs obligations, leurs actions et leur présence en ce qui concerne ces groupes ». Sa recommandation de vote connexe se limite aux « votes sur les propositions d'actionnaires demandant des rapports sur l'impact environnemental et de santé d'une entreprise sur les communautés autochtones ». En dehors du contexte précis des peuples autochtones, l'ISS recommande des votes en faveur des propositions d'actionnaire qui « demandent à l'entreprise de prendre des mesures pour nommer plus de femmes et de minorités raciales au conseil d'administration » ou de « prendre des mesures pour combattre l'égalité d'emploi et la discrimination ». L'autre grande firme, Verre Lewis, ne fait pas explicitement référence aux peuples autochtones et propose de soutenir seulement les résolutions qui identifient les traitements discriminatoires plutôt que celles qui créent des occasions d'emploi positives :

Glass Lewis croit que le conseil d'administration et la direction devraient pouvoir utiliser leur discrétion en élaborant et en mettant en œuvre des politiques d'emploi. Lorsque les actionnaires constatent qu'un dirigeant ne fait pas son devoir, les actionnaires peuvent les tenir responsables lors des élections des administrateurs. Cependant, Glass Lewis pourrait recommander de soutenir des propositions raisonnables visant à améliorer ou à établir une politique d'égalité en matière d'emploi s'il existe des preuves d'actes discriminatoires que la société n'a pas traités et qui mène à une diminution de la valeur des actions.<sup>27</sup>

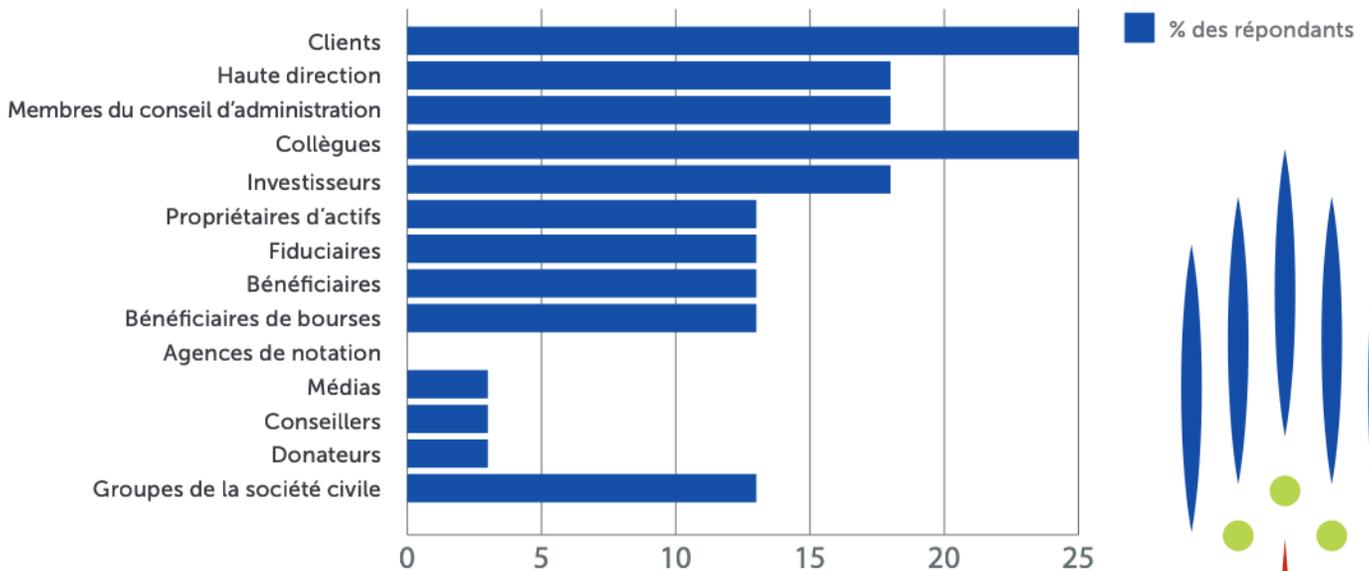
Les réunions privées entre les actionnaires et les conseils d'administration ou la haute direction peuvent toutefois inclure une discussion plus large sur les questions opérationnelles.

Dans notre sondage initial, les gestionnaires d'actifs ont indiqué que lorsque des préoccupations autochtones sont soulevées, elles sont habituellement soulevées par leurs clients et leurs collègues. La figure 4 montre les réponses complètes à cette question. Toutefois, il est important de noter que seuls 8 répondants sur 32 (représenté par le chiffre 25 % à la figure 4) ont reçu des questions concernant les Autochtones de la part de leurs clients ou collègues, démontrant un faible niveau de demande globale de la part des intervenants de la chaîne d'investissement qui ont participé à cette recherche. Les participants aux groupes de discussion nous ont dit que les préoccupations autochtones sont souvent évaluées par rapport aux risques associés à l'opposition des Autochtones à l'extraction des ressources et à d'autres activités sur leurs territoires traditionnels. Ils ont également noté que les investisseurs sont peu sensibilisés sur l'importance de l'emploi autochtone.

26 <https://www.issgovernance.com/file/policy/active/specialty/SRI-US-Voting-Guidelines.pdf>

27 [https://www.glasslewis.com/wp-content/uploads/2018/10/2019\\_GUIDELINES\\_Canada.pdf](https://www.glasslewis.com/wp-content/uploads/2018/10/2019_GUIDELINES_Canada.pdf)

**FIGURE 4 : Question de sondage : Au cours des deux dernières années, qui (s'il y a quelqu'un) vous a posé des questions concernant l'emploi ou l'avancement autochtones ou l'investissement dans des entreprises autochtones dans le cadre de votre travail?**

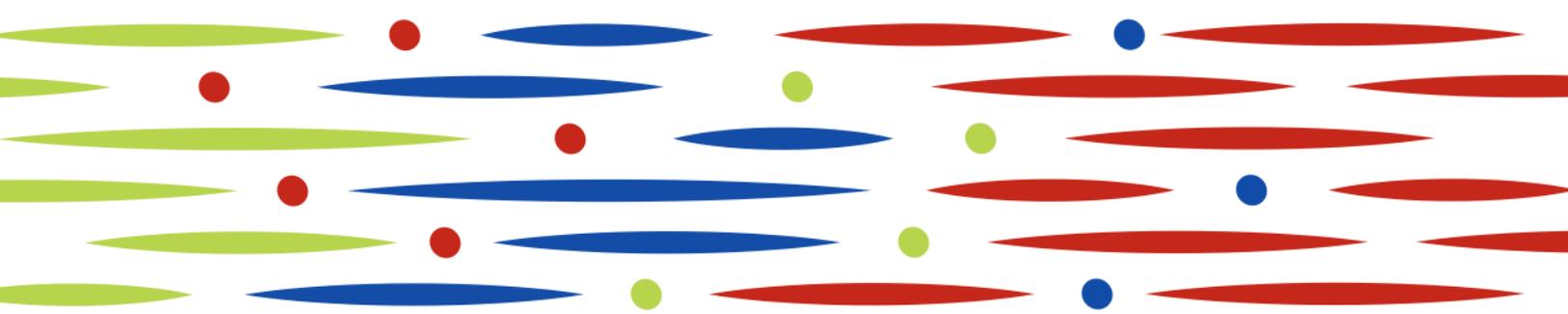
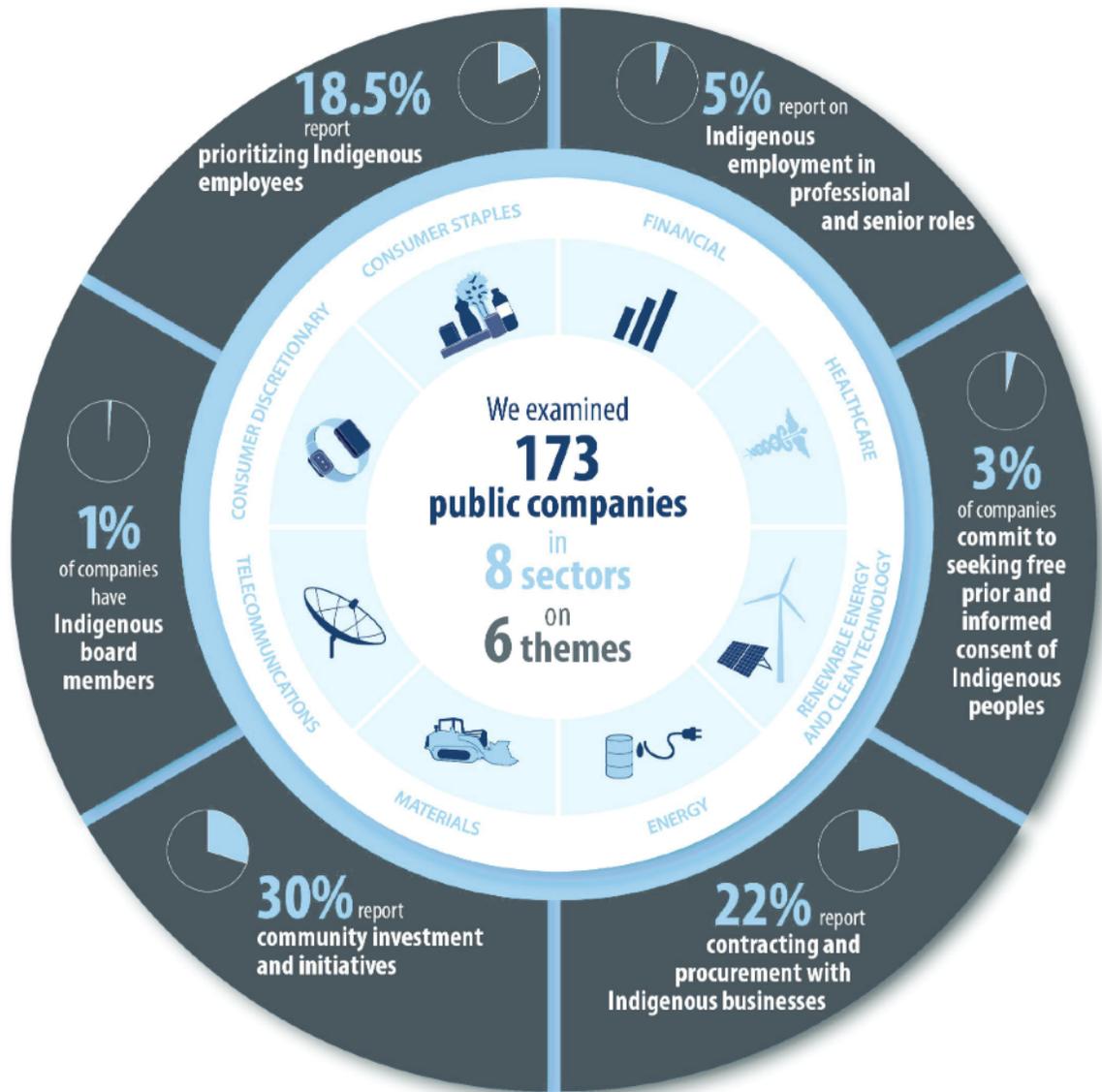


Un autre défi est le manque de données standardisées et crédibles sur l'emploi, la formation et l'avancement des Autochtones. Selon les participants aux groupes de discussion, ces lacunes réduisent la capacité des gestionnaires de placements à intégrer efficacement les données sur l'emploi autochtone dans leur analyse financière. Les données limitées réduisent également la capacité des agences de notation ESG à inclure des évaluations significatives des politiques et des pratiques liées aux peuples autochtones dans leurs notations et leurs recherches.

Ces observations sont étayées par une étude de 2017 réalisée par SHARE qui a examiné les divulgations publiques de 173 sociétés cotées de la TSX (Bourse de Toronto) dans huit indices sectoriels afin d'évaluer leurs rapports relatifs à leurs relations avec les peuples autochtones et l'appel à l'action 92. Comme le montre la figure 5 ci-dessous, l'étude a révélé que même si environ 20 pour cent des entreprises « ont déclaré avoir des mécanismes qui priorisent l'emploi des peuples autochtones », très peu ont fourni des données quantitatives sur les indicateurs d'emploi et la plupart des divulgations étaient anecdotiques, et par conséquent il est difficile de déterminer la véritable efficacité de ces mécanismes. Ce constat est semblable à celui fait par Gray, Hunter et Lohar sur l'Australie; les auteurs ont observé que même si de nombreux employeurs ont déclaré avoir des initiatives qui ont augmenté les taux d'emploi autochtones, très peu de leurs résultats sont accessibles au public et peu de ces programmes ont été évalués de façon indépendante.<sup>28</sup>

<sup>28</sup> Gray, M., B. Hunter et S. Lohar. (2012). « Increasing Indigenous employment rates. » Issues Paper No. 3., Closing the Gap Clearinghouse. Voir : <https://aifs.gov.au/publications/increasing-indigenous-employment-rates>

**FIGURE 5 : Affaires et réconciliation : Évaluation des divulgations des entreprises (basé sur des données de 2016)**



### **Encadré E : Divulgations volontaires sur les efforts de réconciliation en matière d'emploi autochtone**

En mars 2019, la Société canadienne NFI Group Inc. a publié son premier rapport sur la gouvernance sociale et environnementale.<sup>29</sup> Il comprend des renseignements sommaires sur l'emploi autochtone (3 % au niveau mondial et 6 % au Canada) et sur l'action prise par l'entreprise en réponse aux appels à l'action de la CVR. Ils comprennent également des informations sur la façon dont ils favorisent un milieu de travail inclusif. Bien qu'ils notent des objectifs de participation à la chaîne d'approvisionnement pour les entreprises détenues par des femmes, des minorités et des personnes défavorisées, ils n'ont pas isolé les entreprises appartenant aux Autochtones dans leur gestion de la chaîne d'approvisionnement.

NFI Group Inc. était une société visée par le Programme d'engagement lié à réconciliation de SHARE en 2018; les actionnaires se sont mobilisés pour encourager une plus grande participation autochtone à l'entreprise qui siège à Winnipeg et une meilleure divulgation des efforts qu'elle faisait déjà à cet égard.

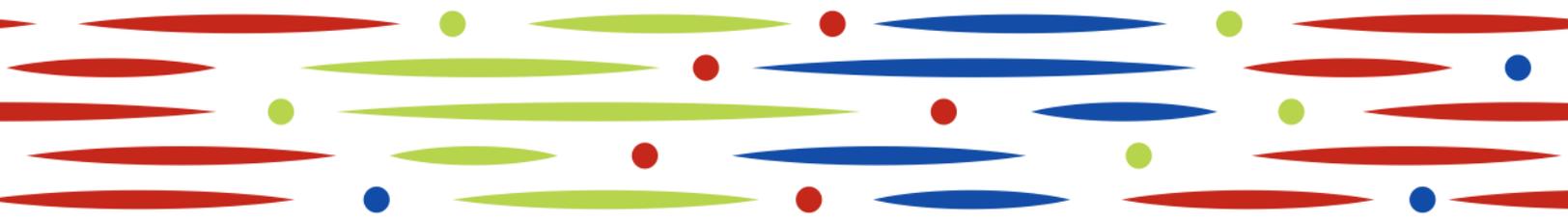
## **Opportunités**

Si les propriétaires d'actifs et les gestionnaires décident de promouvoir l'emploi, l'avancement, la formation et l'approvisionnement des Autochtones dans les sociétés émettrices, ces questions doivent d'abord être soulevées comme préoccupations des investisseurs et liées aux intérêts des investisseurs à long terme. Parmi ceux qui ont participé à notre sondage, seulement 16 % des répondants ont parlé des peuples autochtones dans leur politique d'investissement, et seulement un propriétaire d'actifs sur huit (13 %) a déclaré que la représentation autochtone aux conseils d'administration était un facteur très pertinent dans leur prise de décision en matière d'investissement. Seulement deux propriétaires d'actifs (2 répondants sur 8, soit 25 %) et un gestionnaire (1 répondant sur 4, soit 25 %) qui ont participé à notre sondage ont indiqué que l'emploi autochtone était un facteur pertinent dans la

prise de décisions d'investissement dans un secteur ou un marché. Le gestionnaire d'actifs qui a répondu « oui, nous prenons toujours en compte l'emploi autochtone en prenant des décisions sur les investissements » a expliqué leur processus :

**« Nous élaborons un modèle pour chaque opportunité d'investissement. L'emploi autochtone est un critère qui doit être pris en compte et évalué par l'opportunité d'investissement sous-jacente (la compagnie), et, le cas échéant, le consentement préalable, libre et éclairé est également un critère que nous soulevons auprès de la haute direction. »**  
**Sondé/gestionnaire d'actifs**

29 NFI Group Inc. (2019). Rapport sur la gouvernance sociale et environnementale. Voir : <https://www.nfigroup.com/site-content/uploads/2019/03/Environmental-Social-Governance-Report-2019-web.pdf>



La composition de la main-d'œuvre et de la chaîne d'approvisionnement n'est généralement pas considérée comme importante en matière d'investissement. Toutefois, si la question est liée plus explicitement à la croissance potentielle d'une entreprise individuelle et/ou de l'économie canadienne (en particulier pour les investisseurs qui détiennent une grande participation dans divers secteurs économiques dans leur portefeuille) la question peut devenir plus pertinente. Plus de recherches sur le rôle potentiel que les peuples autochtones peuvent jouer dans le cadre d'une main-d'œuvre vieillissante au Canada, en particulier dans les secteurs, les compétences ou les zones géographiques pertinents à la société émettrice, pourraient montrer que l'emploi autochtone crée de la valeur à long terme pour les actionnaires. La population autochtone est la démographique la plus jeune avec la plus forte croissance au Canada; plus de 46 % des Autochtones sont actuellement âgés de moins de 25 ans. Les entreprises qui sont confrontées à des limitations de main-d'œuvre et exploitent ce potentiel-là pourraient être mieux placées pour réussir à long terme, et les investisseurs qui dépendent de la croissance économique globale pour renforcer leur portefeuille bénéficieront également d'une économie qui exploite cette main-d'œuvre en croissance.

Les propriétaires d'actifs qui reconnaissent que les occasions d'emploi et d'approvisionnement autochtones bénéficient aux investisseurs devront communiquer cela à leurs gestionnaires d'actifs, à leurs consultants et à d'autres fournisseurs de

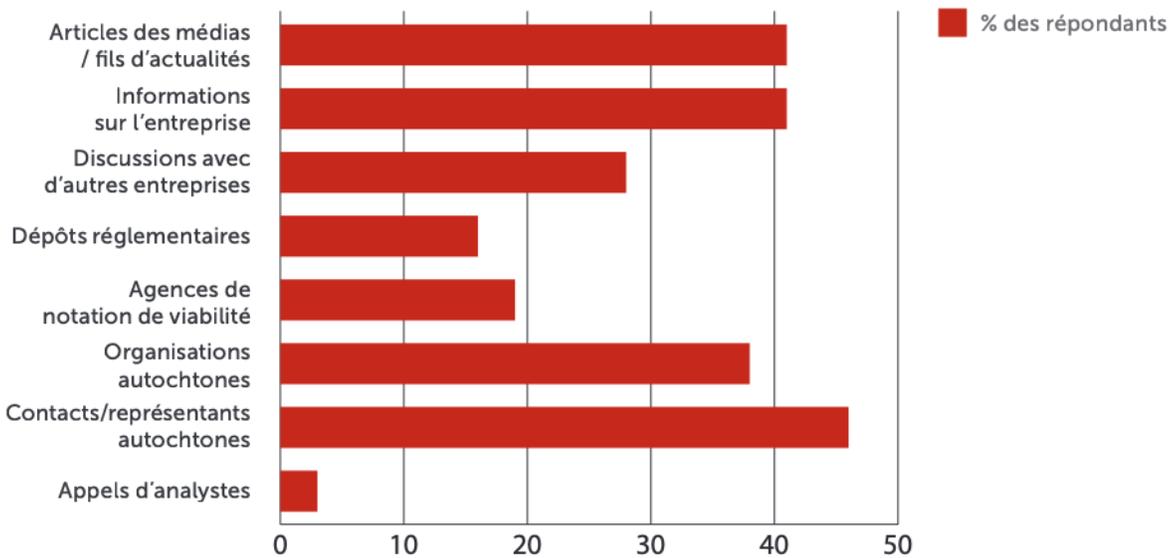
services d'investissement. Pour ce faire, on peut utiliser l'énoncé des politiques et des procédures de placement des propriétaires, qui peut être modifié pour mentionner les opportunités autochtones, ou au cours des évaluations trimestrielles ou annuelles des gestionnaires, le propriétaire d'actif peut poser des questions au gestionnaire sur la performance en matière des sujets ESG.

Si les investisseurs et les gestionnaires acceptent que l'emploi et l'approvisionnement soient pertinents pour l'engagement et la prise de décision des investisseurs, il sera toujours nécessaire de remédier à l'absence de données significatives et comparables auxquelles les investisseurs ont accès. Notre sondage a demandé aux intervenants le long de la chaîne d'investissement où ils ont obtenu des données sur les questions autochtones (voir la figure 6). Les investisseurs ont identifié de nombreuses sources, y compris les organisations et contacts/représentants autochtones eux-mêmes. Il est intéressant de noter que seulement un petit nombre de répondants au sondage ont compté sur les agences de notation de viabilité (moins de 20 %) pour obtenir des informations sur les préoccupations autochtones. Les gestionnaires de placements et les propriétaires d'actifs ont souvent recours à des agences de notation de viabilité telles que MSCI et Sustainalytics pour identifier les entreprises ayant une bonne performance ESG. Cependant, leurs notations ne sont significatives que si elles reposent sur des données fiables.

30 Ce rapport fait des arguments similaires : les entreprises canadiennes doivent montrer aux investisseurs les avantages commerciaux de la réconciliation. Chambre de commerce du Canada. (2017). *Coming Together, Making Progress: Business's Role in Reconciliation with Indigenous Peoples*. Voir : <http://www.chamber.ca/media/news-releases/170511-business-has-a-crucial-role-to-play-in-the-reconciliation-process-says-ccc/>

31 Statistique Canada, données de 2011 <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-656-x/89-656-x2015001-eng.htm>. Près de la moitié (46 %) des Autochtones au Canada étaient âgés de moins de 25 ans, comparés à 30 % de la population non-autochtone. Plus de la moitié des Inuits (54 %) étaient dans cette tranche d'âge, de même que 49 % des membres des Premières Nations et 41 % des Métis. En 2011, l'âge médian des Premières Nations était de 25,8.

**FIGURE 6 : Comment obtenez-vous des informations sur les préoccupations autochtones en matière d'investissement? (Sélectionnez tout ce qui s'applique)**



Les organismes de notation qui ont participé à nos recherches ont indiqué que, pour les questions autochtones, ils reposent principalement sur les informations tirées des médias et des divulgations faites par les entreprises, ce qui est limité. Ils ont également constaté que les questions autochtones ne sont citées ou examinées que dans le cadre de l'analyse des risques et qu'en ce qui concerne leurs priorités quotidiennes, l'emploi, l'avancement ou les entreprises autochtones ont été évalués comme neutres ou peu ou non prioritaires.

Pour répondre à ce défi, il faut une meilleure divulgation de la part des sociétés. Voici quelques façons d'y parvenir :

- Des divulgations obligatoires prescrites dans le droit des sociétés, les règlements en valeurs mobilières ou les exigences de cotation boursière;
- Un effort concerté de la part des actionnaires demandant aux entreprises une meilleure divulgation volontaire sur l'emploi, l'avancement, l'approvisionnement et la représentation des Autochtones; et/ou
- Plus de données fiables de la part des agences de notation et les analystes, et l'application des données à des domaines autres que « l'analyse des risques de l'entreprise »

Le réseau des investisseurs de SHARE demande aux entreprises canadiennes de divulguer plus d'informations depuis deux ans, et certaines entreprises ont répondu à cette demande en améliorant leurs divulgations (voir l'encadré F pour plus d'informations sur l'approche d'engagement de SHARE).

Les gestionnaires de placements et les agences de notation pourraient chercher des renseignements sur la performance de l'entreprise en matière de relations autochtones dans le programme Progressive Aboriginal Relations (PAR) (programme de relations autochtones progressistes) du CCCA. Le programme PAR offre une certification externe, dirigée par les Autochtones, de la performance de l'entreprise sur l'emploi, la sous-traitance et l'approvisionnement autochtones. Les entreprises reçoivent quatre niveaux de certification : Engagé, Bronze, Argent ou Or. Outre l'utilisation de la certification PAR comme facteur de sélection des actifs, les actionnaires existants peuvent encourager les entreprises à obtenir cette certification ou obtenir un niveau de certification plus élevé. Voir l'encadré G pour plus de détails sur le programme PAR.

### **Encadré F : Engagement de l'entreprise grâce à un réseau d'investisseurs amplifié**

SHARE et son réseau d'investisseurs discutent avec les entreprises canadiennes de tous les secteurs de leurs efforts de réconciliation et sur l'appel à l'action 92 de la CVR. Ces discussions se concentrent sur l'intégration de la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) dans les pratiques commerciales, l'éducation interne et la formation sur les droits et l'histoire autochtones, et les occasions d'emploi et commerciales accessibles aux populations autochtones. Certaines entreprises avec qui nous avons discuté prennent des mesures, y compris l'adoption de politiques et de changements opérationnels en phase avec l'appel à l'action 92. Certaines se sont également engagées à divulguer de nouveaux indices de performance sur les relations et la réconciliation autochtones. Pour plus d'informations sur l'engagement de SHARE sur la réconciliation, voir : <https://share.ca/issues/Reconciliation/>

### **Encadré G : Relations autochtones progressistes (Progressive Aboriginal Relations ou PAR)**

Le programme Progressive Aboriginal Relations (PAR) a été fondé en 2001 par le Conseil canadien pour le commerce autochtone. Le PAR est un programme de certification volontaire qui emploie des vérificateurs tiers indépendants pour confirmer la performance de l'entreprise sur les relations autochtones à différents niveaux (Engagés, Bronze, Argent ou Or).

Le programme PAR encourage les entreprises à évoluer et à participer à l'économie autochtone en croissance. Le programme évalue les entreprises sur leurs relations avec les entreprises et les collectivités autochtones dans leurs opérations quotidiennes. Les entreprises qui souhaitent devenir certifiées par PAR sont tenues de soumettre une demande complète et de passer par une vérification indépendante d'une tierce partie qui évaluera leurs rapports. Une fois vérifiées, les entreprises sont placées dans diverses catégories de certification (Bronze, Argent ou Or) qui sont déterminées par un jury indépendant de professionnels autochtones. Les entreprises certifiées peuvent afficher leur niveau de classification en utilisant le logo PAR, signalant aux communautés qu'elles sont :

- de bons partenaires commerciaux;
- de supers lieux de travail, et;
- dévouées à la prospérité des collectivités autochtones.

L'évaluation de PAR focalise sur quatre moteurs nécessaires pour soutenir l'attention d'une entreprise sur les relations autochtones progressistes et positives : l'action des dirigeants, l'emploi, le développement des affaires et les relations communautaires (y compris l'engagement et le soutien). Des informations plus détaillées sont disponibles à : <https://www.CCCA.com/Programs/progressive-Aboriginal-Relations-par/>

## Organismes d'investissement en tant que fournisseurs de capital

En plus de faire des investissements dans des sociétés cotées en Bourse, les propriétaires d'actifs allouent souvent des capitaux à d'autres catégories d'actifs telles que le revenu fixe, l'immobilier, le capital-investissement, l'infrastructure, les actifs réels, le capital-risque et les instruments de trésorerie. Cette section examine le rôle des investisseurs en tant que fournisseurs de capitaux ainsi que les opportunités et les défis auxquels ils sont confrontés quand ils investissent dans des instruments qui peuvent aider à financer des entreprises appartenant à des Autochtones.

Nos recherches suggèrent qu'il est nécessaire de mettre en phase les exigences en matière de risques et de retour des fournisseurs de capitaux avec les besoins de financement des entreprises autochtones. Selon les recherches menées par le Conseil canadien pour le commerce autochtone, l'accès au capital et au financement font partie des questions les plus urgentes qui se posent actuellement dans les entreprises autochtones au Canada<sup>32</sup> Dans le rapport du Urban Aboriginal Knowledge Network intitulé *Social Innovation and Aboriginal Communities*, l'auteur Volynets estime que l'écart en matière de capital auquel l'économie autochtone du Canada fait face est de plus de 40 milliards \$.<sup>33</sup>

Pour les organismes d'investissement, les défis soulevés par nos recherches étaient principalement liés à l'ampleur de l'investissement, à la perception du risque et à l'absence de produits dans lesquels on peut investir. Cependant, on peut surmonter ces barrières en développant, par exemple de nouveaux produits, grâce à la demande croissante pour ces produits par certains propriétaires d'actifs et grâce aux efforts déployés pour sensibiliser les organisations d'investissement sur les opportunités liées aux entreprises et à l'économie autochtones.

## Défis

Une grande partie des réponses à nos sondages, entrevues et groupes de discussion ont porté sur le manque d'occasions d'investissement à l'échelle appropriée pour la plupart des propriétaires d'actifs et des gestionnaires de placements.

**En tant que grand fonds de pension, nous avons un défi à relever pour trouver des investissements liés aux autochtones qui sont rentables avec un niveau de risque acceptable et qui sont d'une taille qui justifie les frais de recherche et d'administration. De nombreux fonds de pension recherchent des opportunités similaires. Sondé**

Selon de nombreux intervenants de la chaîne d'investissement, la plupart des produits existants sont encore vus comme trop risqués et n'ont pas fait leurs preuves. Les participants au groupe de discussion ont noté que de nombreuses nouvelles entreprises autochtones ne disposent pas de plans d'affaires, de prévisions de viabilité et d'analyses des risques suffisamment robustes, donc il est primordial que les entrepreneurs autochtones développent cette compétence.<sup>34</sup>

Sur le sujet du manque de produits dignes d'un investissement, de multiples sources nous ont confirmé qu'il y a un manque de connaissances et de communication à la fois à la communauté des investisseurs et au sein de la communauté des investisseurs sur l'existence ou la création d'options viables. Par exemple, les participants aux groupes de discussion, en particulier à Toronto et à Vancouver, connaissaient peu les principaux organismes de financement et d'affaires autochtones tels que les entreprises de développement économique communautaire et les institutions financières autochtones (IFA), ainsi que d'autres fonds à revenu fixe, à impact social ou d'infrastructure.

32 Conseil canadien pour le commerce autochtone. (2016). *Promesse et prospérité : Sondage sur les commerces autochtones*. Voir : <https://www.ccab.com/wp-content/uploads/2017/04/CCAB-PP-Report-V2-FR-SQ.pdf>

33 Volynets, Iryna. (2015). « Social Innovation and Aboriginal Communities ». *Secrétariat national de l'UAKN*. Voir : <https://www.mcgill.ca/isid/files/isid/uakn-paper-social-innovation-and-aboriginal-communities-march-2015.pdf>

34 Le sondage sur les entreprises autochtones de 2016 du CCCA appuie cette observation. Selon ce sondage, seulement trois entreprises autochtones sur dix ont un plan d'affaires formel (également un document clé pour les demandes de financement), et cette proportion n'a pas augmenté depuis 2010. En outre, les propriétaires d'entreprises autochtones prospères sont plus susceptibles d'avoir un plan d'affaires : quatre propriétaires très prospères sur dix et trois propriétaires modérément prospères déclarent avoir un plan d'affaires écrit en place. Conseil canadien pour le commerce autochtone. (2016). *Promesse et prospérité : Sondage sur les commerces autochtones*, pp. 7, 48. <https://www.ccab.com/wp-content/uploads/2017/04/CCAB-PP-Report-V2-FR-SQ.pdf>

Certains gestionnaires de placements nous ont également informés qu'ils ne voyaient pas d'énorme demande pour les produits d'investissement qui traitent des questions autochtones, y compris les produits qui appuient les entreprises autochtones. Sans une demande démontrée de la part des propriétaires d'actifs, il existe peu d'incitatifs pour innover, trouver ou créer des produits adaptés aux investisseurs.

Dans certaines fondations, un obstacle important à l'investissement dans les entreprises et fonds de placement autochtones était la quantité de ressources nécessaires pour évaluer en profondeur ces opportunités d'investissement.

## Opportunités

Nous avons demandé aux organisations qui prennent des décisions en matière d'investissement quelles conditions ou informations permettraient de mieux investir dans des entreprises appartenant à des Autochtones. Les répondants avaient diverses idées. Les conditions d'investissement les plus citées étaient les suivantes :

- « une taille appropriée »;
- la viabilité financière avec un bon rendement du marché; et
- une évaluation fiable des risques encourus.

Plusieurs répondants ont également observé que pour augmenter le nombre d'investissements dans ces entreprises, il serait utile d'avoir plus d'informations sur l'investissement dans des entreprises et des projets dirigés ou détenus par des Autochtones, ainsi que sur les résultats économiques et sociaux positifs qui en découlent.

Selon notre groupe de discussion, il est important que les entreprises autochtones qui recherchent des capitaux d'investissement focalisent sur la sensibilisation et la formation financières et commerciales. Un participant a soulevé l'importance de développer des

programmes pédagogiques destinés aux entrepreneurs qui sont pertinents et réalistes pour les entreprises autochtones. Des programmes de formation ciblés ont également été identifiés comme moyens de promouvoir la bonne gestion des entreprises autochtones, augmentant ainsi la visibilité de ces entreprises et les opportunités d'investissement.

Pour surmonter le coût disproportionné de la diligence requise pour les petits investissements (comme indiqué ci-dessus), plusieurs fondations se sont réunies pour partager leur diligence raisonnable afin de réduire les frais pour les autres investisseurs. Une idée similaire sur la collaboration soulevée au cours de nos entretiens était la collaboration et le regroupement par un groupe d'investisseurs ayant la même vision d'une petite partie de leurs portefeuilles respectifs. De cette manière, ils pourraient investir collectivement dans des produits ou des entreprises liés aux Autochtones qui sont vus comme étant très risqués, sans exposer leurs portefeuilles à des risques excessifs. Cela pourrait être une occasion d'évaluer ces produits tout en réduisant les risques associés, et en même temps de les rendre plus attrayants pour les autres investisseurs. Toutefois, cette approche nécessite qu'une institution, un gestionnaire ou un fournisseur de services principal gère les investisseurs ou regroupe les occasions d'investissement pour faciliter l'activité collective.

On a également noté à plusieurs reprises qu'il faut que plus d'intermédiaires et de fonds focalisent sur les impacts autochtones. Ces intermédiaires ou fonds permettraient aux investisseurs d'acheter un produit (soit un fonds avec des porteurs de parts, soit une obligation ou une autre facilité de crédit) qui regroupe un certain nombre d'investissements à plus grande échelle. Dans ce cas, l'intermédiaire est responsable de la diligence et de l'évaluation des risques. Il existe quelques exemples de fonds qui ont été mis en place, mais il semble qu'il faut faire davantage de travail pour sensibiliser les intervenants de la chaîne d'investissement sur ces opportunités.<sup>35</sup>

<sup>35</sup> Voir, par exemple, Raven Capital Partners (<https://ravencapitalpartners.ca/>), North65 Capital Partners (<https://www.north35capitalpartners.com/>) et Bridging Finance (<https://www.bridgingfinance.ca/>).

Les institutions financières autochtones (IFA) et Community Futures<sup>36</sup> peuvent aider à combler les lacunes de financement pour les entreprises autochtones et à contribuer à la création d'emplois pour les travailleurs autochtones dans les réserves et hors réserve. Un mécanisme qui est en cours d'évaluation dans le domaine des investissements à impact social et que les IFA pourraient trouver utiles est un instrument de dépôt à terme où un investisseur place ses allocations en espèces dans un dépôt à terme que l'institution prêteuse (banque, coopérative de crédit ou IFA) peut utiliser pour investir dans les entreprises locales et les projets de développement économique.<sup>37</sup>

Le potentiel des IFA est actuellement limité parce que beaucoup d'IFA ont déboursé tous leurs actifs et ont besoin de nouveaux capitaux d'emprunt afin de prêter de l'argent aux entreprises autochtones. En 2018, le CCCA a mené des entrevues avec les IFA et Community Futures partout dans le pays. Des données sur la capacité, les besoins et les défis ont été recueillies auprès de quelques d'organisations. Au cours des entrevues, les chercheurs du CCCA ont posé des questions sur les défis et les obstacles majeurs qui empêchent les IFA de faire des prêts à des PME autochtones (détenues par des particuliers ou appartenant à une collectivité). Une écrasante majorité (88 %) des répondants ont cité l'accès au capital comme obstacle important qui influe sur leur capacité à prêter aux entreprises autochtones.

**« Nous ne sommes pas en mesure de financer les entreprises autochtones dans la mesure où elles ont besoin afin de grandir. Il n'y a pas assez de capital [pour aider ces entreprises] à acheter du matériel, à embaucher du personnel, etc. » Représentant des IFA**

Les représentants des IFA dans notre groupe de discussion et dans les études précédentes du CCCA ont remarqué qu'il serait désirable de créer ou de trouver des capitaux qui ne proviennent pas de sources gouvernementales afin de favoriser l'autonomie des entreprises autochtones. Dans leur rapport de 2018 intitulé *Impact Investing in the Indigenous Context: A Scan of the Canadian Marketplace, Purpose Capital*, et Sauder S3i ont identifié ce besoin comme occasion potentielle pour les investisseurs institutionnels. Pour les investisseurs à impact social en particulier, les auteurs observent que les IFA pourraient jouer le rôle d'intermédiaire, étant donné qu'ils servent exclusivement les clients autochtones et évaluent l'impact de leurs investissements.<sup>38</sup> Dans ce but, l'Association nationale des sociétés autochtones de financement (ANSAF) a mis au point le Fonds de croissance autochtone.<sup>39</sup> Ce fonds utilise les investissements gouvernementaux pour lever des capitaux supplémentaires auprès des investisseurs institutionnels et mettre par la suite des capitaux à la disposition des IFA qui sont déjà en relation avec les communautés autochtones et qui comprennent les diverses nuances qu'on doit respecter lorsque l'on travaille avec les Autochtones, en particulier dans les réserves. Dans son budget de 2019, le gouvernement du Canada s'est engagé à contribuer 100 millions \$ à l'établissement du Fonds de croissance autochtone, en partie par l'entremise de son Fonds de financement social et en partie par l'entremise de la Banque de développement du Canada.<sup>40</sup>

36 Community Futures offre des solutions de financement alternatives aux petites et moyennes entreprises lorsqu'il est difficile d'obtenir des prêts pour démarrer ou faire grandir leur entreprise. Community Futures ne fonctionne pas comme une banque et utilise différents critères de prêt, se concentrant sur le développement de zones rurales et fournissant des financements aux petites entreprises locales. Ils travaillent également en partenariat avec d'autres prêteurs commerciaux, des institutions pédagogiques, des organismes à but non lucratif et des gouvernements locaux pour développer et diversifier les économies locales.

37 Voir par exemple le dépôt à terme de Rhiza Capital ici : <http://www.rhizacapital.com/#invest>.

38 Purpose Capital (maintenant Rally assets) et SauderS3i. (2018). *Impact Investing in the Indigenous Context: A Scan of the Canadian Marketplace*. Voir : [http://www.sauder.ubc.ca/Faculty/Research\\_Centres/Centre\\_for\\_Social\\_Innovation\\_and\\_Impact\\_Investing/Programs/Impact\\_\\_Investing/~/\\_media/Files/ISIS/Reports/Impact%20Investing%20Reports/Impact%20Investing%20in%20the%20Indigenous%20Context%20-%20Report%20-%20FINAL.ashx](http://www.sauder.ubc.ca/Faculty/Research_Centres/Centre_for_Social_Innovation_and_Impact_Investing/Programs/Impact__Investing/~/_media/Files/ISIS/Reports/Impact%20Investing%20Reports/Impact%20Investing%20in%20the%20Indigenous%20Context%20-%20Report%20-%20FINAL.ashx).

39 Voir : <https://nacca.ca/igf/>

40 Voir : <https://budget.gc.ca/2019/docs/plan/chap-03-en.html>

# Recommandations

En nous basant sur les résultats de recherches citées dans le présent document, nous présentons les recommandations suivantes aux intervenants tout au long de la chaîne de valeur de l'investissement institutionnel. Les domaines que nous avons identifiés méritent une attention particulière afin que les intervenants de la chaîne de valeur de l'investissement puissent utiliser leur pouvoir pour générer plus de demande d'emploi et d'avancement autochtones ainsi que plus d'investissement direct dans les entreprises autochtones.

## Tous les intervenants de la chaîne d'investissement

- a. Sensibilisez la direction et le personnel conformément à l'appel à l'action (92) de la Commission de vérité et réconciliation.
- b. Mettez en œuvre une stratégie d'embauche et un plan de succession qui identifient comment attirer et faire avancer les employés, les conseillers et les administrateurs autochtones de votre organisation, y compris en intégrant le patrimoine autochtone comme critère dans les politiques de recrutement et de diversité au conseil d'administration.
- c. Évaluez et modifiez les politiques d'approvisionnement internes afin d'inclure les entrepreneurs, entreprises et produits autochtones dans les processus de sélection dans la mesure du possible. Le Certified Aboriginal Business Marketplace (disponible en se connectant) hébergé par le CCCA est une plateforme qui permet de trouver des entreprises autochtones dans tous les secteurs et partout au pays.
- d. Créez et/ou soutenez les bourses d'études existantes pour les entreprises et les étudiants en finance autochtones, y compris des programmes professionnels tels qu'analyste financier certifié.
- e. Développez et/ou participez à un programme de mentorat existant pour les jeunes autochtones dans les écoles secondaires, y compris dans les zones rurales.

## Propriétaires d'actifs

- a. Intégrez la réconciliation dans votre cadre d'investissement global, y compris dans les politiques et pratiques de vote sur la sélection d'actifs et l'engagement des actionnaires.
- b. Votez ou demandez à vos gestionnaires d'actifs ou à vos fournisseurs de services de voter en faveur des questions de vote par procuration qui traitent des droits des peuples autochtones, ainsi que des votes qui demandent à l'entreprise de mieux divulguer ses politiques et résultats sur l'emploi, l'approvisionnement, l'avancement, la sous-traitance et la représentation au conseil des Autochtones.
- c. Si vous dialoguez avec des entreprises de votre portefeuille :
  - i. Encouragez une meilleure divulgation de leurs approches en matière des peuples autochtones et de la réconciliation en fournissant des données significatives et comparables sur l'emploi, l'approvisionnement, la promotion et la représentation des Autochtones au conseil.
  - ii. Encouragez les entreprises de votre portefeuille à devenir des entreprises certifiées par Progressive Aboriginal Relations (PAR).
  - iii. Lorsque vous dialoguez avec les conseils d'administration sur la diversité des sexes et d'autres mesures de diversité, envisagez d'inclure la représentation autochtone dans vos discussions.
- d. Discutez avec vos gestionnaires de placements et les fournisseurs de services externes de la façon dont ils abordent la réconciliation dans leurs propres organisations, y compris la façon dont l'emploi autochtone est incorporé dans la recherche et l'analyse de l'entreprise. Si vous avez la possibilité d'interviewer de nouveaux gestionnaires de placements potentiels, incluez des questions dans le processus d'entretien à cet effet.
- e. Identifiez les collaborations potentielles avec d'autres propriétaires d'actifs pour communiquer votre soutien pour l'emploi autochtone et pour les opportunités d'investissement dans les entreprises autochtones.
- f. Identifiez les opportunités de travail avec d'autres propriétaires et gestionnaires d'actifs qui souhaitent investir dans l'économie autochtone.
- g. Participez à des ateliers sur les occasions offertes aux investisseurs pour améliorer la réconciliation et investir dans les entreprises autochtones.
- h. Examinez l'historique de vote par procuration de vos gestionnaires sur les propositions d'actionnaires qui traitent des préoccupations autochtones et demandez-leur pourquoi ils ont soutenu ou n'ont pas soutenu une résolution donnée.
- i. Si vous utilisez des recommandations ou des services de vote d'un cabinet consultatif de vote par procuration, examinez leurs lignes directrices sur les questions liées aux préoccupations autochtones. S'ils n'ont pas de lignes directrices, demandez-leur d'en élaborer de nouvelles.
- j. Examinez le rapport de 2019 de SHARE intitulé *Advancing Reconciliation in Canada: A Guide for Investors* pour obtenir des conseils pratiques et apprendre des mesures que votre organisation peut prendre pour favoriser la réconciliation.<sup>41</sup>

41 Reconciliation and Responsible Investment Initiative de SHARE & NATOA. (2019). *Advancing Reconciliation in Canada: A Guide for Investors*. Voir : <http://www.reconciliationandinvestment.ca/investorguide/>

## Gestionnaires d'actifs

- a. Soutenez ou développez des produits et des fonds d'investissement autochtones qui répondent aux besoins des propriétaires et des gestionnaires d'actifs en termes de risque, de taille, de rendement et de performance ESG.
- b. Si vous vous engagez dans des dialogues avec des entreprises de votre portefeuille, demandez une meilleure divulgation de leurs approches concernant les peuples et la réconciliation autochtones, y compris des données significatives et comparables sur l'emploi, l'avancement et la représentation au conseil des Autochtones.
- c. Examinez l'historique de vote par procuration de chaque gestionnaire du portefeuille sur les propositions d'actionnaires qui traitent des préoccupations des Autochtones et demandez-leur pourquoi ils ont soutenu ou n'ont pas soutenu une résolution donnée.
- d. Votez en faveur des résolutions qui traitent des droits des peuples autochtones en général, ainsi que celles qui demandent aux entreprises d'améliorer leur divulgation des politiques et des résultats liés à l'emploi, la sous-traitance, l'avancement, l'approvisionnement et la représentation au conseil des Autochtones.
- e. Si vous utilisez des recommandations ou des services de vote d'un cabinet consultatif de vote par procuration, examinez leurs lignes directrices sur les questions qui touchent les Autochtones. S'ils n'ont pas de lignes directrices, demandez-leur d'en élaborer de nouvelles.
- f. Soutenez la recherche qui appuie les investisseurs qui demandent de l'investissement dans l'emploi, l'avancement, les achats et l'économie autochtone.

## Fournisseurs de données, agences de notation, analystes de recherche et autres fournisseurs de services

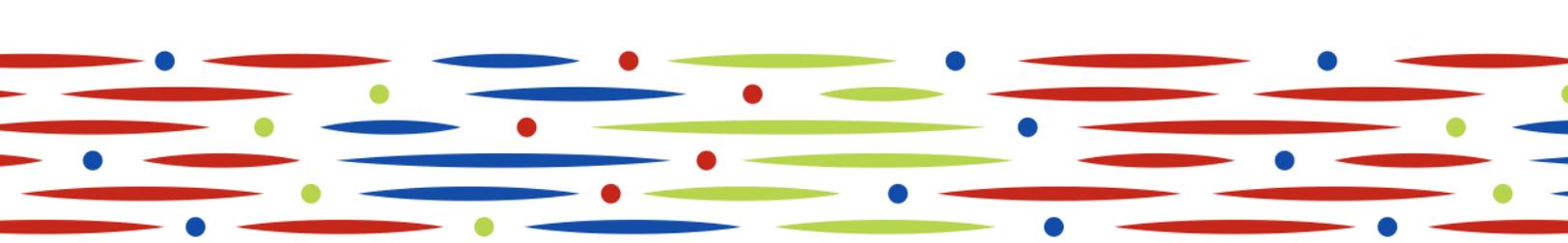
- a. Identifiez des mesures qui pourraient aider les intervenants de la chaîne d'investissement à évaluer les efforts de l'entreprise pour soutenir l'emploi, l'approvisionnement et l'avancement autochtones, ainsi que la reconnaissance et le respect des droits des Autochtones.
- b. Intégrez la réconciliation, les droits, l'emploi, l'avancement, l'approvisionnement et la représentation au conseil des Autochtones dans l'analyse des entreprises, les notes ESG et les objectifs.
- c. Rejoignez les propriétaires d'actifs et gestionnaires de placements pour demander une meilleure divulgation des entreprises sur leurs stratégies en matière d'emploi, d'avancement et d'approvisionnement autochtones.

## Gouvernement du Canada

- a. Soutenez le développement des compétences essentielles chez les peuples autochtones en mathématiques, arithmétique, investissement, finance et développement économique communautaire.
- b. Suivez la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones pour augmenter la taille et la capacité des entreprises autochtones à travers le Canada.<sup>42</sup>
- c. Poursuivez les efforts (tels que cités dans le budget 2019-20) permettant à toutes les communautés d'avoir accès à Internet haute grande vitesse pour faciliter l'apprentissage, le partage et l'innovation chez les jeunes entrepreneurs, les jeunes autochtones dans les zones rurales ou éloignées et d'autres membres de la communauté rurale.<sup>43</sup>
- d. En élaborant les nouveaux règlements annoncés dans le budget fédéral de 2019 demandant aux sociétés constituées au niveau fédéral de partager des données sur la diversité des administrateurs et de la haute direction, incluez explicitement le patrimoine autochtone comme critère de diversité.
- e. Assurez-vous que les fonds et initiatives d'investissement autochtones sont explicitement intégrés dans l'ensemble du Fonds de financement social du Canada, et dans son travail pour soutenir les organisations à vocation sociale.
- f. Identifiez les opportunités de financement de nouvelles recherches sur la croissance potentielle de l'économie autochtone et ses contributions à la santé économique globale du Canada; ainsi que des recherches sur l'emploi autochtone dans le contexte du marché du travail vieillissant au Canada
- g. Identifiez les opportunités permettant de fournir du capital initial aux initiatives et fonds autochtones pour qu'ils puissent profiter du capital provenant d'autres investisseurs, en phase avec l'approche du Fonds de croissance autochtone dirigé par l'ANSAF.

42 Le CCCA demande actuellement au gouvernement du Canada de contribuer 5 % de ses dépenses annuelles à la chaîne d'approvisionnement des entreprises autochtones. Voir : <https://www.ccab.com/supplychange/>

43 Le budget de 2019 comprenait une section sur la mise en place de l'Internet haute vitesse pour 100 % des Canadiens d'ici 2030, ce qui coûtera 5 à 6 milliards \$ sur 10 ans. Cet Internet haute vitesse universel est défini comme suit : une vitesse de téléchargement d'au moins 50 Mb/s et une vitesse d'envoi d'au moins 10 Mb/s. Le budget exige que 95 % des foyers et des entreprises canadiennes aient accès à cette vitesse minimum d'ici 2026, et que d'ici 2030, 100 % des Canadiens « peu importe où ils se trouvent dans le pays » puissent y accéder.



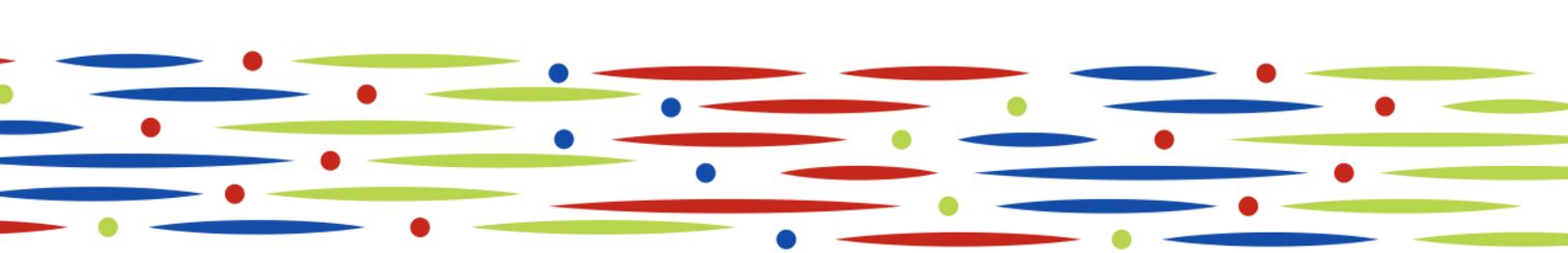
# Annexe 1 : Méthodologie

Notre méthodologie de recherche comprenait :

- Discussions avec les organisations autochtones pour identifier les préoccupations prioritaires concernant le niveau de demande d'employés et d'entrepreneurs autochtones, ainsi que les priorités en matière d'investissement direct dans les entreprises appartenant aux Autochtones.
- Cartographier la chaîne d'investissement telle qu'elle s'applique à la promotion de l'emploi et des investissements autochtones.
- Réalisation d'une revue documentaire qui répondait à deux questions principales :
  - Quel rôle les intervenants de la chaîne d'investissement peuvent-ils jouer pour soutenir les opportunités d'emploi, le développement des compétences et l'avancement des peuples autochtones?
  - Quels défis et/ou opportunités les intervenants de la chaîne d'investissement doivent-ils relever pour susciter la demande et soutenir les opportunités d'emploi, le développement des compétences et l'avancement des peuples autochtones?

- Rédaction et réalisation d'un sondage en ligne, auquel 32 personnes ont répondu, et entretiens approfondis avec 11 intervenants représentatifs le long de la chaîne d'investissement.
- Conception et mise en place de trois groupes de discussion en automne 2018 de divers secteurs et diverses régions pour discuter des défis et des opportunités et pour développer une meilleure compréhension des pratiques et défis actuels et des solutions potentielles. 8 personnes y ont participé à Toronto, 11 à Vancouver et 5 à Calgary.
- Rédiger un rapport résumant les consultations, la recherche et les résultats, ainsi qu'un ensemble de constats et de recommandations permettant de relever les défis et surmonter les obstacles identifiés au cours de nos recherches.

Les résultats de cette recherche initiale sont de nature préliminaire et constituent une base pour la recherche future afin de mieux comprendre comment les intervenants de la chaîne d'investissement peuvent soutenir la promotion des peuples autochtones.



## Annexe 2 : Résumé de la revue documentaire

La revue documentaire a été menée en été 2018 et a façonné les phases ultérieures de la recherche, notamment les questions et la méthodologie utilisées dans le sondage et le groupe de discussion. Nous avons mis à jour la revue documentaire en mars 2019 pour refléter les documents pertinents publiés entre août 2018 et février 2019.

La revue documentaire donne un aperçu des travaux pertinents sur le rôle des intervenants de la chaîne d'investissement dans la création de la demande d'emploi, de développement des compétences, d'approvisionnement et d'avancement autochtones, et dans la fourniture directe d'investissements dans des entreprises appartenant à des Autochtones au Canada. La définition d'un « intervenant de la chaîne d'investissement » inclut généralement les investisseurs institutionnels, les banques, les fiducies autochtones, les coopératives de crédit, les entreprises d'investissement à impact social, les gestionnaires de placements et les consultants, entre autres. La revue s'appuie sur le travail des praticiens de l'industrie, du milieu universitaire, du gouvernement et des organisations vouées à l'avancement des peuples autochtones, tant au Canada qu'à l'étranger, lorsque pertinent. Deux questions ont guidé cette recherche :

- Quel rôle les intervenants de la chaîne d'investissement peuvent-ils jouer pour soutenir les opportunités d'emploi, le développement des compétences et l'avancement des Autochtones?
- À quels défis et/ou quelles opportunités les intervenants de la chaîne d'investissement font-ils face quand ils veulent générer de la demande et soutenir les opportunités d'emploi, le développement des compétences et l'avancement des populations autochtones?

Le travail existant sur le chômage, le développement des compétences et l'avancement des Autochtones sur le marché du travail au Canada se concentre généralement sur la portée du problème et le besoin de sensibiliser les parties clés, et offre souvent des recommandations aux employeurs du gouvernement ou des entreprises. Ainsi, la pertinence des intervenants de la chaîne d'investissement et les rôles qu'ils pourrait jouer sont souvent négligés, sauf dans le cas des entreprises autochtones, car elles sont confrontées à des obstacles considérables quand elles tentent d'accéder au capital. Compte tenu de ces limitations globales, la revue documentaire rassemble les conclusions de discussions disparates, quoique liées, afin d'obtenir une image plus cohérente des rôles possibles que les intervenants de la chaîne d'investissement peuvent jouer pour soutenir l'emploi, le développement des compétences et l'avancement autochtones au Canada.

La revue documentaire a révélé des défis et des opportunités connus dans ce domaine de recherche, qui sont élaborés dans ce rapport.

Les défis suivants auxquels les intervenants de la chaîne d'investissement font face ont été identifiés : faiblesses au niveau des écosystèmes; priorités concurrentes des investisseurs; problèmes de financement des entreprises autochtones; faible disponibilité et fiabilité des informations sur lesquelles les investisseurs peuvent compter en prenant des décisions.

Les opportunités suivantes ont également été identifiées : une meilleure harmonisation de la gestion des fiducies autochtones et des principes d'investissement responsable; le ciblage de plusieurs causes de désavantages sur le marché du travail; et l'intégration des Autochtones dans le travail sur le changement climatique et sur la transition équitable.

## Annexe 3 : Résumé du sondage

Le sondage sur la chaîne d'investissement a été conçu pour obtenir et comprendre des données qualitatives découlant d'une série de questions qui touchent les intervenants le long de la chaîne d'investissement. Les questions étaient liées à la prise de décision, aux sources d'informations utilisées et aux repères pertinents liés au développement des compétences, à l'emploi et à la sous-traitance autochtones, ainsi qu'aux investissements directs dans les entreprises autochtones.

Le sondage comprenait 15 à 25 questions en fonction de la catégorie du répondant (voir ci-dessous) et du nombre de questions auxquelles on a répondu par l'affirmative. Tous les répondants ont répondu à 10 questions initiales. Nous avons estimé qu'il fallait entre 10 et 20 minutes pour terminer le sondage en ligne.

L'invitation au sondage a pu être en grande partie diffusée grâce aux réseaux de SHARE et du CCCA, à nos réseaux de partenaires, aux médias sociaux, et elle a été envoyée directement aux personnes ou institutions clés que nous avons visées. Nous avons également demandé à ceux qui ont participé à certains événements cibles de remplir le sondage.

Nous avons divisé nos répondants potentiels en 14 catégories en fonction du rôle principal de l'intervenant dans la chaîne d'investissement :

- Gestionnaire d'actif
- Conseiller au détail
- Société de fiducie pour une ou plusieurs fiducies autochtones
- Analyste de vente
- Responsable bancaire autochtone
- Fiduciaire autochtone
- Fiduciaire ou gestionnaire d'un fonds de pension
- Investisseurs de fondation (privée ou publique) ou confessionnels
- Agence de notation
- Consultant en placements
- Gestionnaire de capital-investissement
- Entreprise d'investissement à impact social
- Cabinet consultatif de vote par procuration

32 personnes ont répondu au sondage.

La plupart des réponses proviennent des investisseurs de fondation ou confessionnels, suivis par les entreprises d'investissement à impact social, les consultants en placements, les gestionnaires d'actifs et les conseillers au détail. Nous avons également reçu des réponses de la part de fiducies autochtones, de fiduciaires/gestionnaires de fonds de pension, d'analystes de ventes et d'agences de notation. Nous n'avons reçu aucune réponse de la part des sociétés de fiducie ou des cabinets consultatifs de vote par procuration.

**Les questions de sondage sont répertoriées ci-dessous. Les résultats pertinents sont inclus dans ce rapport.**

### Questions préliminaires (tous les groupes)

Nom complet (facultatif)

Titre

Organisation, le cas échéant

Années passées dans ce ou un rôle similaire

Emplacement

Rôle dans la chaîne d'investissement (choisissez un rôle principal; menu déroulant)

### TOUS LES GROUPES

Les entreprises autochtones et/ou les emplois autochtones sont-ils cités dans le travail de votre organisation? (*oui/non/sans objet/champ de commentaire*)

Les entreprises autochtones et/ou l'emploi autochtone sont-ils *pris en compte* dans le travail de votre organisation? (*classement*)

Si les entreprises autochtones et/ou l'emploi autochtone sont cités ou pris en compte dans le travail de votre organisation, dans quel(s) contexte(s) sont-ils le plus souvent cités ou pris en compte (*cochez toutes les cases qui s'appliquent*) :

- Analyse des risques au niveau de l'entreprise
- Analyse des risques au niveau du projet
- Analyse des risques au niveau des obligations
- Nomination du gestionnaire d'actifs
- Énoncés de politique de placement
- Mandats d'investissement à impact social
- Investissements des entreprises autochtones
- Approvisionnement des entreprises autochtones

- Emploi des peuples autochtones
- En tant qu'employés et collègues
- En tant que clients
- En tant que partenaires/partenaires de projet
- En tant que bénéficiaires
- En tant que donateurs
- En tant qu'administrateurs ou conseillers
- Octroi de bourses/bénéficiaires de bourses
- Formation culturelle ou activités pédagogiques
- Partenariats avec les organisations autochtones
- Autre (veuillez décrire)

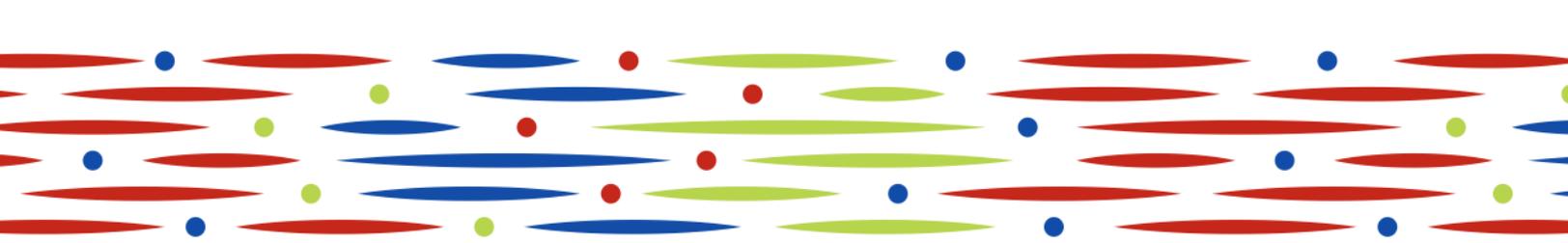
---

Je ne sais pas/sans objet

Commentaires. Veuillez donner plus de détails sur vos réponses dans ce champ.

Comment obtenez-vous des informations sur les préoccupations autochtones en matière d'investissement? Sélectionnez tout ce qui s'applique (*cochez les cases*) :

- Sources multimédias et/ou fils d'actualités spécifiques
- Informations sur l'entreprise
- Discussions avec d'autres entreprises
- Dépôts réglementaires
- Agences de notation de viabilité
- Organisations faitières autochtones
- Directement à partir de contacts/représentants autochtones précis
- Appels d'analystes (le cas échéant)
- Autre (veuillez préciser)
- On n'obtient pas d'informations
- Je ne sais pas/sans objet



Au cours des deux dernières années, qui (s'il y a quelqu'un) vous a posé des questions concernant l'emploi ou l'avancement autochtones ou l'investissement dans des entreprises autochtones dans le cadre de votre travail?

- Clients
- La haute direction de mon organisation
- Membres du conseil d'administration
- Collègues
- Investisseurs
- Propriétaires d'actifs
- Fiduciaires
- Bénéficiaires
- Bénéficiaires de bourses
- Agences de notation
- Médias
- Conseillers
- Donateurs
- Groupes d'intérêt public externes ou groupes de la société civile
- Autre (veuillez énumérer ou expliquer)

En ce qui concerne vos **priorités** quotidiennes au travail, veuillez classer les éléments suivants de 1 à 5.

- Emploi autochtone
- Avancement des employés autochtones
- Investissement dans les entreprises autochtones
- Importants investissements dans les projets ayant lieu dans des réserves
- Formation et sensibilisation des employés non autochtones sur la réconciliation

Avez-vous identifié des difficultés pour investir dans des entreprises autochtones ou dans des projets ayant lieu dans des réserves au Canada?  
(oui/non/sans objet/champ de commentaire)

Si OUI, avez-vous des commentaires ou des idées sur la façon dont ces défis pourraient être abordés et/ou surmontés?

Si vous ou votre organisation prenez des décisions d'investissement, quelles conditions ou informations vous permettraient d'investir (plus) dans les entreprises autochtones?

Si vous ou votre organisation prenez des décisions d'investissement, quelles conditions ou informations vous permettraient d'investir (plus) dans des projets majeurs dans des réserves autochtones?

Laquelle des options suivantes décrit le mieux votre niveau **d'intérêt** dans l'avancement des pratiques, des politiques et/ou des résultats de votre organisation concernant :

- L'emploi et l'avancement des Autochtones
- L'investissement dans les entreprises autochtones (hors réserve)
- L'investissement dans les entreprises autochtones (dans les réserves)
- L'investissement dans les grands projets dans des réserves

À votre avis, quelle est la chose la plus importante que votre organisation puisse faire pour contribuer à des résultats économiques positifs pour les peuples autochtones au Canada?

### **A. Questions à l'intention des gestionnaires d'actifs**

Énumérez le type spécifique de mandats d'investissement que votre équipe entreprend.

Quel est votre niveau de sensibilisation sur les opportunités d'investissement dans des entreprises autochtones ou dans des projets dans des réserves au Canada? *(classement)*

Votre organisation a-t-elle investi dans des entreprises appartenant à des Autochtones ou dans des projets dans des réserves au cours des trois dernières années? *(oui/non/sans objet/champ de commentaire)*

Si OUI ou UN PEU, qui dans votre organisation a principalement mené ces décisions d'investissement?

À quelle fréquence les considérations relatives aux peuples autochtones sont-elles incorporées dans votre analyse de placements des sociétés cotées en bourse? *(classement)*

Si [TOUJOURS, SOUVENT], quelles sont ces considérations?

Si [TOUJOURS, SOUVENT], à quels secteurs sont-elles appliquées?

L'emploi autochtone est-il un critère pertinent dans votre analyse de placements dans tous les secteurs? *(classement)*

Le leadership autochtone ou la représentation au conseil d'administration sont-ils des critères pertinents dans votre analyse de placements dans tous les secteurs? *(classement)*

### **B. Questions à l'intention des conseillers au détail**

Au cours des trois dernières années, vos clients ont-ils posé des questions sur les préoccupations autochtones et/ou les opportunités d'investissement dans des entreprises dirigées par des Autochtones?

Y a-t-il des produits de détail qui offrent des opportunités aux investisseurs qui souhaitent investir dans des entreprises autochtones ou dans des projets dans des réserves au Canada? *(oui/non/sans objet/champ de commentaire)*

Si OUI, veuillez énumérer les produits au détail que vous connaissez.

### **C. Questions à l'intention des sociétés de fiducie qui dirigent des fiducies autochtones**

Décrivez le type spécifique de mandats d'investissement que vous avez le plus souvent réalisé pour des clients autochtones. Veuillez énumérer les mandats.

Dans le cadre de votre travail, est-ce que vous recherchez des opportunités d'investissement dans des entreprises autochtones (dans des réserves ou hors réserve) ou dans des projets dans des réserves au Canada? *(oui/non/sans objet/champ de commentaire)*

Si OUI, à quelle fréquence au cours de votre travail quotidien cherchez-vous des opportunités d'investissement dans ces entreprises ou activités?

Si OUI avez-vous identifié des gestionnaires de placements qui peuvent vous aider à rechercher ces opportunités d'investissement?

Les fiducies que vous servez ou avez servies au cours des trois dernières années ont-elles investi dans des entreprises autochtones ou dans des projets dans des réserves au Canada? *(oui/non/sans objet/champ de commentaire)*

#### D. Questions à l'intention des analystes de vente

Décrivez le type spécifique d'investissement que vous ou votre équipe suivez (p. ex., côtés en bourse, privé, par secteur, etc.)

Dans vos discussions avec les entreprises, les questions relatives aux peuples autochtones ont-elles déjà été abordées? (*oui/non/sans objet/champ de commentaire*)

Si OUI,

Qui soulève généralement ces discussions?

Dans quelles industries ou quels secteurs cela se produit-il?

Quels types de questions surviennent au cours de ces discussions? Veuillez les décrire.

Y a-t-il des questions liées aux peuples autochtones qui sont régulièrement intégrées dans votre analyse de placements des sociétés cotées en Bourse? (*oui/non/sans objet/champ de commentaire*)

Si OUI, dans quels secteurs?

Lequel des éléments suivants, le cas échéant, est pertinent dans votre analyse de placement dans certains secteurs? (*oui/non/sans objet/champ de commentaire*)

- a. L'emploi autochtone
- b. Le leadership autochtone
- c. La représentation au conseil des Autochtones

#### E. Questions à l'intention des fiduciaires et des gestionnaires de fonds de pension

Les bénéficiaires de votre fonds ont-ils posé des questions sur les Autochtones et/ou les opportunités d'investissement dans des entreprises dirigées par des Autochtones? (*oui/non/sans objet/champ de commentaire*)

Lequel des éléments suivants, le cas échéant, est pertinent dans votre analyse de placement dans certains secteurs? (*classement*)

- a. L'emploi autochtone
- b. Le leadership autochtone
- c. La représentation au conseil des Autochtones

#### F. Questions à l'intention des fondations et des investisseurs confessionnels

Est-ce que l'un de vos **donateurs** a posé des questions sur les Autochtones et/ou les opportunités d'investissement dans des entreprises dirigées par des Autochtones? (*oui/non/sans objet/champ de commentaire*)

Est-ce que l'un de vos **partenaires** a posé des questions sur les Autochtones et/ou les opportunités d'investissement dans des entreprises dirigées par des Autochtones? (*oui/non/sans objet/champ de commentaire*)

L'emploi autochtone est-il un critère pertinent dans votre investissement dans des secteurs ou des marchés? (*classement*)

Est-ce que la participation des peuples autochtones aux conseils d'administration est un facteur pertinent quand vous investissez dans un secteur ou marché? (*classement*)

## G. Questions à l'intention des agences de notation et agences de notation de viabilité

Dans le cadre de votre processus de recherche, recherchez-vous des informations sur (sélectionnez tout ce qui s'applique) :

- Risques juridiques des investissements dans les communautés autochtones
- Risques de réputation des investissements dans les communautés autochtones
- Terres et titre
- Relations communautaires
- L'emploi autochtone dans les entreprises
- Les pratiques d'approvisionnement qui favorisent les entreprises appartenant à des Autochtones
- Programmes de formation des peuples autochtones
- Programmes de formation sur l'histoire et la culture autochtones pour le personnel de l'entreprise
- Contributions aux communautés autochtones
- Impact social ou accords de cogestion avec les communautés autochtones
- Autre (précisez)
- Je ne sais pas/sans objet

Commentaires

Avez-vous eu des difficultés à bien évaluer ces questions? *(oui/non/sans objet/champ de commentaire)*

Si OUI, comment ces barrières pourraient-elles être surmontées?

Comment les informations sur les peuples autochtones sont-elles pondérées dans vos évaluations?

Vos clients vous ont-ils déjà demandé des informations sur les peuples autochtones et les résultats économiques? *(oui/non/sans objet/champ de commentaire)*

## H. Questions à l'intention des consultants en placements

Est-ce que vos clients vous ont déjà demandé s'il existe des opportunités d'investissement dans ce qui suit : *(oui/non/sans objet/champ de commentaire)*

- a. Des entreprises appartenant à des Autochtones
- b. Des projets majeurs dans des réserves

Êtes-vous au courant des opportunités d'investissement dans : *(oui/non/sans objet/champ de commentaire)*

- a. Les entreprises appartenant à des Autochtones au Canada?
- b. Les principaux projets dans des réserves au Canada?

Avez-vous identifié des gestionnaires de placements qui offrent ces investissements dans des entreprises appartenant à des Autochtones ou dans des projets dans des réserves? *(oui/non/sans objet/champ de commentaire)*

## I. Questions à l'intention des gestionnaires de capital-investissement

Décrivez le type spécifique de mandats d'investissement que votre équipe entreprend.

Vos clients ont-ils déjà posé des questions sur les Autochtones? *(oui/non/sans objet/champ de commentaire)*

Est-ce que l'un de vos clients a demandé s'il existe des opportunités d'investissement dans des entreprises autochtones? *(oui/non/sans objet/champ de commentaire)*

L'emploi autochtone est-il un critère pertinent dans votre analyse de placements dans certains secteurs? *(classement)*

Le leadership autochtone ou la représentation au conseil sont-ils des critères pertinents dans votre analyse de placements dans certains secteurs? *(classement)*

## J. Questions à l'intention des entreprises d'investissement à impact social

Décrivez le type spécifique de mandats d'investissement que votre équipe entreprend.

Vos clients ont-ils posé des questions sur les préoccupations autochtones au cours des 1-3 dernières années? *(oui/non/sans objet/champ de commentaire)*

Est-ce que l'un de vos clients a demandé s'il existe des opportunités d'investissement dans des entreprises appartenant à des Autochtones au cours des 1-3 dernières années? *(oui/non/sans objet/champ de commentaire)*

Percevez-vous que l'intérêt manifesté par les clients dans les préoccupations autochtones a augmenté au cours des trois dernières années? *(oui/non/sans objet/champ de commentaire)*

L'emploi autochtone est-il un critère pertinent dans votre analyse de placements dans certains secteurs? *(classement)*

Si OUI, dans quels secteurs est-il le plus pertinent?

*Le leadership autochtone ou la représentation au conseil sont-ils des critères pertinents dans votre analyse de placements dans certains secteurs? (classement)*

Si OUI, dans quels secteurs sont-ils les plus pertinents?

Comment mesurez-vous les impacts économiques sur les Autochtones de vos investissements?

## K. Questions à l'intention des cabinets consultatifs de vote par procuration

Lors de l'analyse d'une entreprise, recherchez-vous des informations sur les éléments suivants :

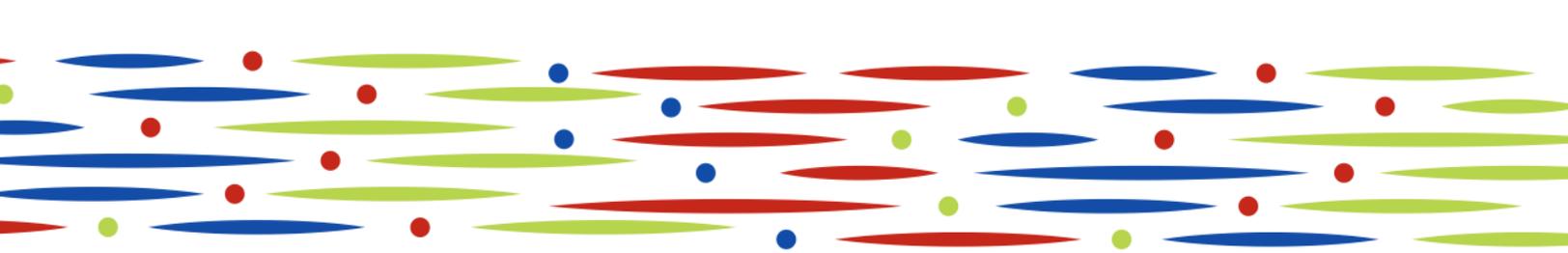
- Risques juridiques ou de réputation des investissements dans les communautés autochtones
- Terres et titre
- Relations communautaires
- Emploi autochtone dans les entreprises
- Diversité aux conseils d'administration en ce qui concerne les peuples autochtones
- Pratiques d'approvisionnement qui favorisent les entreprises appartenant à des Autochtones
- Programmes de formation pour les peuples autochtones
- Programmes de formation sur l'histoire et la culture autochtones pour le personnel de l'entreprise
- Contributions aux communautés autochtones
- Impact social ou accords de cogestion
- Autre (précisez) \_\_\_\_\_

Vos directives de vote par procuration citent-elles explicitement les peuples autochtones? *(oui/non/sans objet/champ de commentaire)*

En dehors des propositions d'actionnaires, y a-t-il des votes réguliers qui nécessiteraient une analyse relative aux peuples autochtones? Par exemple, les votes sur les fusions et acquisitions ou les compétences des administrateurs?

Avez-vous identifié des obstacles à l'évaluation efficace de l'une des préoccupations autochtones? *(oui/non/sans objet/champ de commentaire)*

Si OUI, comment ces barrières pourraient-elles être surmontées?



## Annexe 4 : Résumé des groupes de discussion et entretiens

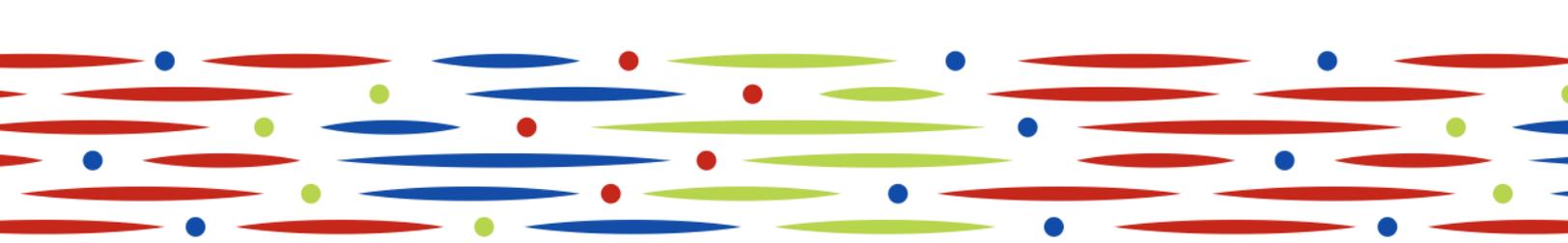
En novembre et en décembre 2018, SHARE et le CCCA ont coorganisé des groupes de discussion avec des intervenants clés pour identifier les défis et les opportunités d'emploi et d'avancement des Autochtones dans divers niveaux de la chaîne d'investissement au Canada. Trois groupes de discussion ont été organisés au total : le premier à Toronto ayant lieu le 6 novembre, le deuxième à Vancouver le 28 novembre et le troisième à Calgary le 11 décembre. 5 à 15 chefs de file provenant de tous les secteurs ont participé aux groupes de discussion, avec des niveaux variés d'interaction et de connaissance des stratégies d'emploi et de formation des Autochtones, afin de bien comprendre divers points de vue. Nous avons organisé 6 entretiens en tête-à-tête (en personne ou par téléphone) avec des personnes qui ont souhaité participer à un groupe de discussion, mais qui n'ont pas été en mesure d'assister aux heures programmées.

Les groupes de discussion ont été conçus en collaboration avec un expert en groupes de discussion expérimenté et un animateur d'Environics Research.

Des représentants de fondations caritatives, des investisseurs confessionnels, et des entreprises d'investissement à impact social ont participé au groupe de discussion de Toronto.

Le groupe de discussion de Vancouver a ciblé les chefs de file provenant des universités, des entreprises d'investissement et de gestion d'actifs, des fondations de croissance entrepreneuriale autochtones et des organismes caritatifs ayant des programmes d'investissement et de création d'entreprise.

Le dernier groupe de discussion à Calgary a attiré l'attention de dirigeants du secteur bancaire autochtone du Canada, y compris les institutions financières autochtones et des sociétés de capitaux, ainsi que des services bancaires autochtones des principales banques canadiennes. Les participants à cette discussion avaient notamment plus de contexte sur les défis et les opportunités en matière de prêts aux autochtones, ce qui explique pourquoi leurs questions étaient plus détaillées, allant des défis uniques que posent les prêts aux réserves et aux communautés lointaines, aux impacts des investissements et des difficultés d'accès au capital.



## Annexe 5 : Ressources, y compris l'annexe de la revue documentaire et la liste des ressources

L'inscription sur cette liste d'un certain auteur ne signifie pas que l'auteur en question approuve le présent rapport

### Ressources sur l'embauche

Energy Resourcing Canada Ltd <https://energyresourcing.com/>

Indigenous Works <https://indigenousworks.ca/>

Our Children's Medicine <http://ourchildrensmedicine.ca/>  
et leur plate-forme HigherMe <https://higherme.com/jobs>

Running Deer Resources <http://www.runningdeerresources.com/>

Esprit Staffing and Consulting Inc. [spiritstaffing.com/fastlaboursolutions.com](http://spiritstaffing.com/fastlaboursolutions.com)

Working Warriors <https://www.workingwarriors.ca/#/home>

### Formation axée sur les compétences

Le projet First Nations, Inuit and Métis Essential Skills Inventory <https://fimesip.ca/>, un projet de la Fondation canadienne pour le développement de carrière

Indigenous Trust <http://globalindigenoustrust.org/who-we-work-with/Indigenous-Communities/>

### Bibliographie de la revue documentaire

Association canadienne des coopératives canadiennes. (2011A). *Deepening Relationships: Opportunities and Challenges for Aboriginal Peoples and the Credit Union System*. Trouvé à : [https://www.CCUA.com/publications/system\\_briefs/deepening\\_relationships\\_jul2011](https://www.CCUA.com/publications/system_briefs/deepening_relationships_jul2011)

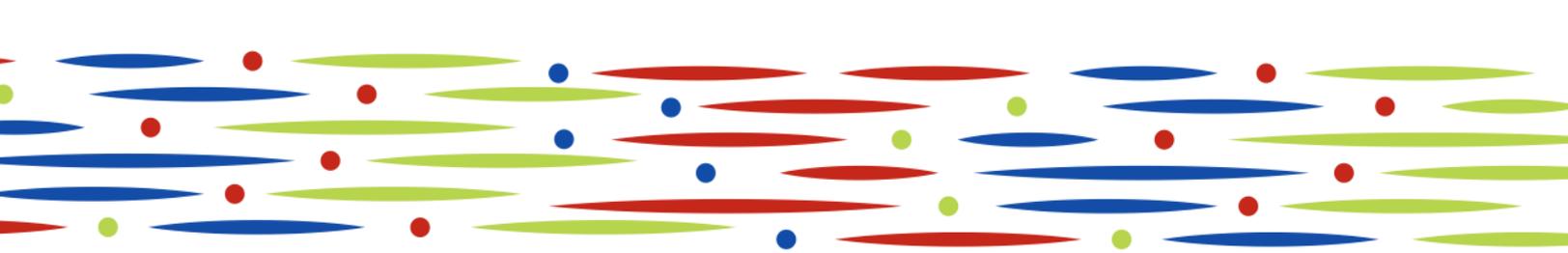
Association canadienne des coopératives canadiennes. (2011b). *Deepening Relationships: Programs to Overcome Challenges for Aboriginal Peoples and the Credit Union System*. Trouvé à : [https://www.CCUA.com/publications/system\\_briefs/deepening\\_relationships\\_jul2011](https://www.CCUA.com/publications/system_briefs/deepening_relationships_jul2011)

Association canadienne des coopératives canadiennes. (2012) *Deepening Relationships: Credit Union and Aboriginal Peoples Case Studies*. Trouvé à : [https://www.CCUA.com/publications/system\\_briefs/deepening\\_relationships\\_jan2012](https://www.CCUA.com/publications/system_briefs/deepening_relationships_jan2012)

Chambre de commerce du Canada. (2017). *Coming Together, Making Progress: Business's Role in Reconciliation with Indigenous Peoples*. Trouvé à : <http://www.Chamber.ca/media/news-releases/170511-Business-has-a-crucial-Role-to-Play-in-the-Reconciliation-process-Says-CCC/>

Le Conference Board du Canada. (2012). *Understanding the Value, Challenges, and Opportunities of Engaging Métis, Inuit, and First Nations Workers*. Trouvé à : <http://www.OTEC.org/files/PDF/Understanding-the-value-of-Hiring-Aboriginal-Workers.aspx>.

Conseil canadien pour le commerce autochtone. (2016). *Promesse et prospérité : Sondage sur les commerces autochtones*. Trouvé à : <https://www.ccab.com/wp-content/uploads/2017/04/CCAB-PP-Report-V2-FR-SQ.pdf>



Conseil canadien pour le commerce autochtone. (2018, à être publié). *Territory and Trusts: The Economic and Financial Potential of Land Claims and Land-Related Matters in Ontario. Preliminary Findings, Draft report*. Avec l'aimable autorisation du CCCA.

Conseil canadien pour le commerce autochtone et Tata Consultancy Services. (2019). *Digital directions: Towards skills development and inclusion of Indigenous Peoples in the new economy*. Trouvé à : [https://www.tcsempowers.org/assets/images/CCCA/TCS\\_CCCA\\_Digital\\_Directions.pdf](https://www.tcsempowers.org/assets/images/CCCA/TCS_CCCA_Digital_Directions.pdf)

Geboe, B. (2015). *Comparative Approaches to Reconciliation: Canada, United States of America, Australia and New Zealand*. Document de politique pour le Reconciliation Working Group. Trouvé à : [https://www.McGill.ca/ISID/Files/ISID/PB-2015-03\\_0.pdf](https://www.McGill.ca/ISID/Files/ISID/PB-2015-03_0.pdf)

Gray, M., B. Hunter et S. Lohoar. (2012). « Increasing Indigenous employment rates. » Issues Paper No. 3., Closing the Gap Clearinghouse. Trouvé à : <https://AIFS.gov.au/publications/Increasing-Indigenous-Employment-rates>

Indigenous Business Australia. (2016). *Indigenous Social Enterprise Fund Lessons Learned*. Trouvé à : <https://www.socialventures.com.au/Assets/ISEF-Lessons-Learned-Report-final.pdf>

Just Transition Centre. (2017). *Just Transition: A Report for the OECD*. Trouvé à : <http://www.oecd.org/Environment/CC/G20-Climat/collapsecontents/Just-transition-centre-Report-Just-transition.pdf>

Conseil national de développement économique des Autochtones. (2017). *Recommendations Report on Improving Access to Capital for Indigenous Peoples in Canada*. Trouvé à : [https://nacca.ca/wp-content/uploads/2017/04/NAEDB\\_ImprovingAccessToCapital.pdf](https://nacca.ca/wp-content/uploads/2017/04/NAEDB_ImprovingAccessToCapital.pdf)

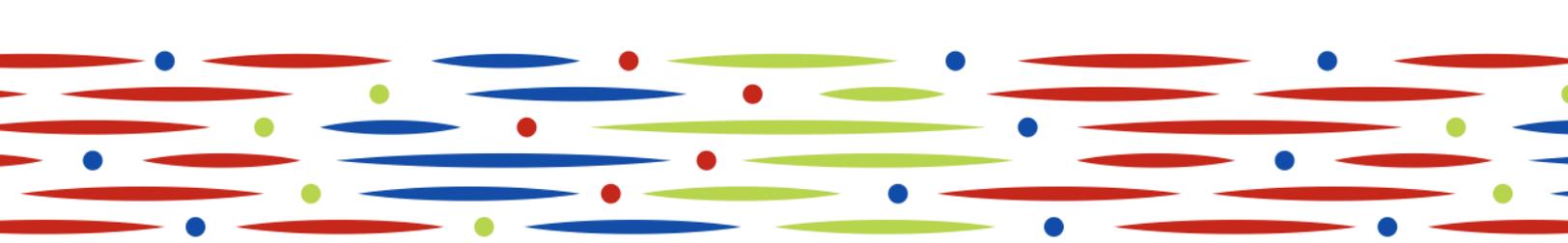
Association des femmes autochtones du Canada. (2015a). *Resource Development Sector Barriers and Opportunities – Aboriginal Women – Summary of Findings*. Trouvé à : <https://www.nwac.ca/wp-content/uploads/2015/05/final-Resource-Development-Sector-Barriers-and-Opportunities-Aboriginal-Women-Summary-of-Findings.pdf>

Association des femmes autochtones du Canada. (2015b). *Resource Development Sector Barriers and Opportunities – Aboriginal Women – Summary of Findings*. Trouvé à : <https://www.nwac.ca/Home/Policy-Areas/Business-Employment-Social-Development/Strategic-Partnership-Agreement-Spa/>.

Association des femmes autochtones du Canada. (2015c). *Resource Development Sector Barriers and Opportunities – Corporate – Summary of Findings*. Trouvé à : <https://www.nwac.ca/wp-content/uploads/2015/12/nwac-Aboriginal-Youth-Employment-and-Training-Survey-Summary-of-Findings.pdf>

Nikolakis, W., H. Nelson et D. Cohen. (2014). « Who Pays Attention to Indigenous Peoples in Sustainable Development and Why? Evidence from Socially Responsible Investment Mutual Funds in North America. » *Organization & Environment* 27(4): 368–382.

OCDE (2018), *Indigenous Employment and Skills Strategies in Canada*, Revue de l'OCDE sur la création d'emplois locaux, Éditions OCDE, Paris. <http://DX.doi.org/10.1787/9789264300477-en>



Purpose Capital et SauderS3i. (2018). Impact Investing in the Indigenous Context: A Scan of the Canadian Marketplace. Trouvé à : [http://www.Sauder.ubc.ca/faculty/Research\\_Centres/Centre\\_for\\_Social\\_Innovation\\_and\\_Impact\\_Investing/Programs/Impact\\_\\_Investing/~/\\_Media/Files/ISIS/Reports/impact%20Investing%20Reports/impact%20Investing%20in%20the%20Indigenous%20Context%20-%20Report%20-%20Final.ashx](http://www.Sauder.ubc.ca/faculty/Research_Centres/Centre_for_Social_Innovation_and_Impact_Investing/Programs/Impact__Investing/~/_Media/Files/ISIS/Reports/impact%20Investing%20Reports/impact%20Investing%20in%20the%20Indigenous%20Context%20-%20Report%20-%20Final.ashx).

Reconciliation Australia. (2018). *The State of Reconciliation in Australia*. Trouvé à : [https://www.Reconciliation.org.au/wp-content/uploads/2018/06/ra\\_stateofreconciliation\\_report\\_a4\\_revised-2018.pdf](https://www.Reconciliation.org.au/wp-content/uploads/2018/06/ra_stateofreconciliation_report_a4_revised-2018.pdf)

Richardson, Ben. (2007). « Protecting Indigenous Peoples through Socially Responsible Investment. » *Indigenous Law Journal* 6 (1) : 205-234.

Association des actionnaires pour la recherche et l'éducation (SHARE). (2017). *Business and Reconciliation: How Can Investors Evaluate the Efforts of Canadian Public Companies?* Trouvé à : [https://share.ca/documents/investor\\_briefs/social/2017/Business\\_and\\_Reconciliation\\_How\\_can\\_investors\\_evaluate\\_the\\_efforts\\_of\\_Canadian\\_public\\_companies.pdf](https://share.ca/documents/investor_briefs/social/2017/Business_and_Reconciliation_How_can_investors_evaluate_the_efforts_of_Canadian_public_companies.pdf)

Association des actionnaires pour la recherche et l'éducation. (2019). *Advancing Reconciliation in Canada: A Guide for Investors*. Trouvé à : <https://share.ca/issues/Reconciliation/>

Social Investment Forum Foundation. (2010). *Creating a Sustainable World: A Guide to Responsible Stewardship of American Indian Assets*. Trouvé à : <https://www.ussif.org/files/publications/TribalAssets.pdf>

La chambre de commerce du Canada (2017), *Coming Together, Making Progress: Business's Role in Reconciliation with Indigenous Peoples*.

Union of British Columbia Indian Chiefs et le Centre canadien de politiques alternatives, bureau de la C.-B. (2018). *True, Lasting Reconciliation: Implementing the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples in British Columbia law, policy and practices*.

Vancouver City Savings Credit Union. (2018). *True, Lasting Reconciliation: Implementing the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples in British Columbia law, policy and practices*.

Volynets, Iryna. (2015). « Social Innovation and Aboriginal Communities. ». *Secrétariat national de l'UAKN*. Trouvé à : <https://www.McGill.ca/ISID/Files/ISID/uakn-Paper-social-innovation-and-Aboriginal-Communities-March-2015.pdf>

## ANNEXE de la revue documentaire

De nombreuses organisations, certaines ayant des mandats qui se chevauchent, promeuvent activement l'équité en matière d'emploi et de formation professionnelle autochtone ainsi que les entreprises autochtones au Canada. Collectivement, ces organisations ont publié de nombreux rapports sur ces sujets, bien que seulement une partie de ce travail comprenne des discussions sur les intervenants de la chaîne financière. Certains rapports n'étaient pas non plus accessibles aux non-membres. Pour minimiser la confusion et éviter les lacunes dans la recherche, ce qui suit est une liste des principales organisations dirigées par les Autochtones et leurs principaux rapports récents sur les thèmes de l'emploi autochtone ou de l'avancement économique. Ceux marqués d'un astérisque ont été jugés comme étant les plus pertinents à notre recherche et ont été abordés dans la revue documentaire.

### Conseil canadien pour le commerce autochtone :

Le Conseil canadien pour le commerce autochtone (CCCA) a fait des recherches approfondies sur les opportunités et les défis auxquels les entreprises autochtones font face au Canada, ainsi que sur les fiducies autochtones. Les rapports récents comprennent :

1. *\*Territory and Trusts: The Economic and Financial Potential of Land Claims and Land-Related Matters in Ontario (Preliminary findings, Spring 2018)* – le présent rapport traite de l'état actuel et de l'importance des règlements relatifs aux revendications territoriales des communautés autochtones en Ontario, y compris leur impact économique sur les collectivités.
2. *Partnerships in Procurement: Understanding Aboriginal Business Engagement in the Marine and Aerospace Industries in BC (2017)* – ce rapport explore les défis auxquels les entreprises autochtones sont confrontées dans la fourniture de biens et de services dans des industries très techniques. Les recommandations sont destinées au gouvernement, aux sociétés et aux entreprises autochtones (peu pertinent pour les investisseurs).
3. *Partnerships in Procurement : Understanding Aboriginal Business Engagement in the Canadian Mining Industry (2016)* – ce rapport présente les conclusions tirées d'une étude de recherche sur l'agrandissement potentiel du rôle des entreprises autochtones dans la chaîne d'approvisionnement du secteur minier.
4. *Relationships and Reciprocity: Exploring Aboriginal Businesses (2016)* – ce rapport explore la nature des relations commerciales autochtones au Canada, y compris la façon dont elles se développent, les obstacles auxquels elles sont confrontées et comment les organisations et les gouvernements peuvent faciliter leur développement. Les partenariats commerciaux autochtones sont principalement difficiles parce qu'il est dur d'en trouver les bons et de résoudre les conflits qui surviennent rapidement.
5. *\*Promesse et prospérité : sondage sur les commerces autochtones (2016)* – ce rapport aborde les lacunes en connaissances des entrepreneurs autochtones canadiens, y compris les caractéristiques, les objectifs et la rentabilité de leurs entreprises, de leurs expériences, les problèmes auxquels ils sont confrontés, et le soutien nécessaire à leur réussite future. Ce rapport est examiné plus en détail dans la section Financement de la revue documentaire.
6. *Promise and Prosperity: Qualitative Research with Aboriginal Businesses in Ontario (2016)* – ce rapport examine de près les problèmes auxquels les entreprises autochtones font face, selon des groupes de discussion et des entrevues tenus en Ontario.
7. *Collectivité et commerce : sondage sur le développement économique des entreprises autochtones (2015)* – ce rapport s'appuie sur des recherches précédentes menées pour combler un déficit de connaissances sur les entreprises autochtones communautaires (Sociétés de développement économique autochtones).

Le CCCA mène actuellement un projet pluriannuel intitulé *National Perspectives on Indigenous Economic Development: Channelling Business Goals into Change that Works*, bien qu'aucun constat n'ait encore été publié.

## Indigenous Works (anciennement Aboriginal Human Resource Council)

Indigenous Works offre une série de documents sur leur site Web qui sont tirés de leur événement annuel Champions, datant du début des années 2000 à 2011. Le contexte global de ces documents, et leur pertinence aujourd'hui, ne sont pas clairs. En tant que tels, ils n'ont pas été utilisés aux fins de cette revue documentaire.

Plusieurs ressources répertoriées sur leur site Web avaient des liens expirés et étaient inaccessibles. D'autres ont été partagées par Indigenous Works, mais elles ont été rédigées par d'autres organisations et sont incluses ici sous le nom de l'organisme qui les a élaborées.

## Conseil national de développement économique des Autochtones

Comme le CCCA, le CNDEA fournit de nombreuses ressources connexes :

1. *Investing in Canada's Future Prosperity: An Opportunity for Canadian Industries (2017)* – ce rapport fournit des données quantitatives sur la représentation autochtone sur le marché du travail canadien par province et par secteur, et prévoit de futurs écarts sur le marché du travail.
2. *\*Rapport sur l'amélioration de l'accès aux capitaux par les peuples autochtones au Canada (2017)* – fournit des renseignements généraux sur les obstacles en matière de capital auxquelles les peuples autochtones font face au Canada, et comprend les principales conclusions tirées d'autres recherches ainsi que les recommandations sur les politiques.
3. *Réconciliation : stimuler l'économie canadienne de 27,7 milliards (2016)* – cette étude (réalisée par Fiscal Realities Economists) analyse l'impact de la fermeture des écarts économiques entre les peuples autochtones et non-autochtones au Canada, avec un accent sur l'augmentation de la productivité de la main-d'œuvre autochtone canadienne.
4. *Rapport d'étape sur l'évolution de l'économie des Autochtones (2015)* – ce rapport examine les indicateurs socio-économiques au fil du temps et identifie des écarts économiques considérables entre les autochtones et les non-autochtones au Canada.
5. *L'amélioration de la réussite économique des ajouts aux réserves urbaines : avantages pour les premières nations et les gouvernements locaux (2015)* – ce rapport complexe explore le potentiel économique de l'ajout des habitations urbaines aux réserves pour les collectivités des Premières Nations.
6. *L'amélioration de la préparation financière des Autochtones pour participer aux grands projets d'exploitation des ressources (2015)* – ce rapport répond à une demande du Ministre des Affaires autochtones et Développement du Nord Canada sur les systèmes institutionnels et la capacité nécessaires qui permettent aux collectivités autochtones de bénéficier des ressources.
7. *Aplanir les obstacles au développement économique dans les réserves (2013)* – ce rapport explore les obstacles au développement économique dans les réserves découlant de la Loi sur les Indiens et d'autres domaines de compétence fédérale.
8. *Le rapport sur l'analyse comparative de l'économie autochtone (2012)* – ce rapport suit les progrès accomplis dans des éléments clés du Cadre fédéral pour le développement économique des Autochtones.

### **National Aboriginal Trust Officers Association**

Aucun rapport pertinent n'a été trouvé.

### **Conseil pour l'avancement des agents de développement autochtones**

Leur site Web fournit des liens vers des ressources provenant seulement d'autres organismes.

### **Assemblée des Premières Nations**

Aucun rapport pertinent n'a été trouvé.

### **Inuit Tapiriit Kanatami (ITK)**

Aucun rapport pertinent n'a été trouvé.

### **Conseil national des Métis**

Les publications suivantes du CNM portent principalement sur l'écart en matière d'éducation, de compétences et d'emploi auxquels les Métis font face au Canada.

1. *Labour Market Prospects for the Métis in the Canadian Mining Industry (2013)* - ce rapport présente les opportunités et les obstacles auxquels les Métis sont confrontés dans l'industrie minière canadienne et identifie des façons d'améliorer cette situation.
2. *Métis Works: Closing the Gap (2014)* – ce document offre un aperçu des principales lacunes qui entravent les populations métisses entrant dans le marché du travail et examine les initiatives réussies.

### **Association des femmes autochtones du Canada**

1. *\*The Aboriginal Youth Employment and Training Survey (2015)* – ce rapport explore les aprioris et les obstacles auxquels sont confrontés les jeunes Autochtones canadiens qui entrent dans la population active. Les constatations pertinentes sont incluses dans la partie principale de la revue documentaire.
2. *\* Resource Development Sector Barriers and Opportunities: Summary of Findings (Aboriginal Women and Corporate)* – ces deux rapports explorent les aprioris et les obstacles auxquels font face les femmes autochtones entrant dans le secteur de développement des ressources au Canada, ainsi que les manières d'augmenter leur participation. Des constats pertinents sont inclus dans la revue documentaire.

### **AFOA Canada (anciennement l'Association des agents financiers autochtones du Canada)**

La plupart des ressources sont accessibles uniquement aux membres.

1. *Journal of Aboriginal Management* – fournit des renseignements sur les tendances et les innovations en matière de finances, de gestion et de gouvernance autochtones, ainsi que des profils d'initiatives et des articles sur des sujets connexes.

### **Congrès des peuples autochtones**

Aucune publication pertinente n'a été trouvée, bien que le CPA finance le développement des compétences et la formation pour les Autochtones vivant hors réserve dans le cadre de la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones (SFCEA).





Canadian Council for  
**ABORIGINAL**  
BUSINESS



 **SHARE**  
SHAREHOLDER ASSOCIATION  
*for* RESEARCH & EDUCATION

